

Rapport financier semestriel

Au 30 juin 2021

Rapport semestriel d'activité

ÉVÉNEMENTS MAJEURS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2021

Activité maintenue face à la crise Covid-19

La crise sanitaire n'a pas eu d'impacts très négatifs sur le secteur de la santé animale jusqu'à présent, mais comme expliqué dans nos précédentes communications, nous avons mis en place un *corpus* de mesures et un pilotage au quotidien afin de prévenir et limiter les impacts potentiels. Par ailleurs, notre présence globale en termes de zones géographiques et d'espèces, notre portefeuille produits très diversifié, nos différents canaux de distribution, la très forte réactivité et capacité d'adaptation de nos équipes à travers notre modèle d'organisation, ainsi que la robustesse de notre situation financière constituent des atouts pour faire face aux conséquences de cette pandémie. Nous restons cependant vigilants à l'évolution de la situation dans les prochains mois et mobilisés pour y faire face.

Virbac reprend des actifs d'Elanco

Préalablement au rachat de la division vétérinaire de Bayer Animal Health (Bayer AH), les autorités de la concurrence de la Commission européenne avait imposé à Elanco la cession, entre autres, de trois projets en développement chez Bayer AH pour lesquels Virbac s'est porté acquéreur et pour lesquels nous nous sommes engagés à poursuivre le développement.

L'accord avec Elanco a été formalisé à travers plusieurs contrats signés dans le premier trimestre 2021 et qui prévoient des compensations à la reprise par Virbac de ces projets de développement.

Les compensations sont de plusieurs natures :

- Elanco nous cède la propriété intellectuelle et tous les actifs détenus par Bayer AH inhérents à ces projets de développement ;
- Elanco nous transfère le contrat de licence signé par Bayer AH avec le détenteur des droits sur la molécule utilisée dans les projets de développement. Par ailleurs Elanco s'engage à nous rembourser les deux prochaines échéances de paiement (*milestone*) prévues dans ce contrat ;
- Elanco s'engage à compenser nos coûts induits par les projets de développement poursuivis à hauteur de 7 millions €. Cette compensation a fait l'objet d'un premier paiement de 4 millions € en avril 2021, le solde devant être réglé en avril 2022, sous réserve qu'à la date du paiement, nous ayons poursuivi le développement des trois projets ;
- enfin, Elanco nous cède l'ensemble des droits relatifs à deux produits (Clomicalm et Itrafungol) commercialisés dans le monde entier (principalement aux États-Unis et Canada), ainsi que les stocks de produits finis à la date de signature de l'accord, dont la valeur comptable chez Elanco est estimée à 1,3 million €. Ces produits ont généré chez Elanco un chiffre d'affaires d'environ 11 millions € en année pleine. La note A19 précise le montant des ventes que nous avons réalisées au 30 juin 2021 avec les produits reçus gratuitement.

Sur la base de l'analyse réalisée conformément aux critères de la norme IFRS 3, nous avons conclu que la transaction signée avec Elanco ne répond pas à la qualification d'un regroupement d'entreprises.

En conséquence, pour le traitement comptable des actifs acquis, nous avons appliqué la norme comptable adaptée à chaque classe d'actif :

- les actifs nécessaires à la poursuite des développements ne répondent pas aux critères de comptabilisation d'une immobilisation incorporelle (IAS 38), les avantages économiques futurs attendus n'étant pour l'instant pas probables et les coûts ne pouvant pas être évalués de manière fiable ;
- le contrat de licence transféré à Virbac prévoit le paiement au détenteur des droits de deux premiers *milestones* dont le montant est fixe, et ensuite de paiements variables dont le montant ne peut être estimé de manière fiable. L'accord avec Elanco prévoyant qu'ils nous remboursent les deux premiers *milestones* lorsque nous les aurons payés, ceux-ci ne sont pas reconnus dans nos comptes. S'agissant des montants variables, ils seront reconnus en immobilisation incorporelle au fur et à mesure qu'ils deviendront exigibles, conformément à la méthode comptable retenue historiquement dans ce type de situation ;
- le coût d'entrée en comptabilité d'une immobilisation incorporelle acquise séparément comprend son coût d'achat, et tout coût directement attribuable à la préparation de l'actif en vue de son utilisation. En conséquence, les droits incorporels relatifs aux produits commercialisés (Clomicalm et Itrafungol), dont le coût d'acquisition est nul, ne sont pas comptabilisés dans nos comptes ;
- nous avons acquis pour un coût d'achat non matériel (frais de transport) les stocks de produits finis Clomicalm et Itrafungol à la date de signature des contrats. Ces derniers n'ont pas été valorisés dans les comptes au 30 juin 2021, conformément à IAS 2 ;

- s'agissant de la compensation de 7 millions €, payable en deux acomptes, en l'absence de rétrocession possible et de contrepartie attendue de la part de Virbac autre que la poursuite du développement des projets, ces sommes sont considérées comme acquises de manière ferme à réception. Ainsi, les 4 millions € reçus en avril 2021 ont été intégralement comptabilisés sur la ligne "Autres produits et charges".

Évolution du litige pour contrefaçon et concurrence déloyale

Dans le cadre du litige opposant Virbac à un concurrent en contrefaçon et concurrence déloyale en France (dossier Fiproline), une première décision de la Cour d'appel de Lyon en date du 13 mai 2015 a donné lieu au paiement de dommages et intérêts de 2 millions € par Virbac. Un arrêt de la Cour de cassation en date du 31 janvier 2018 a entraîné le remboursement à Virbac des sommes versées. La procédure s'est poursuivie devant la Cour d'appel de Lyon qui a rendu un arrêt, en faveur de Virbac, ayant fait l'objet d'un nouveau pourvoi devant la Cour de cassation et ayant donné lieu à cassation partielle en mai 2021.

En parallèle, le concurrent a engagé une seconde procédure devant le Tribunal judiciaire de Paris pour des motifs similaires (contrefaçon), à l'échelle européenne. Le Tribunal judiciaire de Paris par une décision en date du 12 mars 2020 a rejeté l'ensemble des demandes formulées contre Virbac, cette décision étant frappée d'appel.

Enfin, la Cour d'appel de Bruxelles devant laquelle un litige sur la marque déposée dans ce pays était pendante depuis de nombreuses années, a rendu en juin 2021 une décision défavorable sur laquelle les voies de recours sont à l'étude.

Face à l'incertitude générée par ces procédures, nous avons maintenu dans nos comptes une provision depuis 2018. Toutefois compte tenu des arrêts et décisions rendus, un risque de condamnation à des dommages intérêts à hauteur de la provision conservée dans les comptes à fin décembre 2020 peut dorénavant être écarté. Virbac doit cependant poursuivre sa défense contre les poursuites de son concurrent dans ces trois affaires, et provisionner le montant de la condamnation prononcée par la Cour d'appel de Bruxelles. L'impact net de ces écritures comptables représente sur le premier semestre un profit de 1,6 million €.

Rodolphe Durand nommé censeur au sein du conseil d'administration

Chercheur, consultant et professeur de stratégie à HEC, titulaire de la Joly *family chair in purposeful leadership*, Rodolphe Durand partagera avec le conseil d'administration ses connaissances académiques et opérationnelles en matière de stratégie, d'organisation et de pilotage d'entreprises.

En tant que censeur, son rôle sera principalement de soutenir la bonne gouvernance de notre société en renforçant la complémentarité des compétences du conseil d'administration.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Magny-en-Vexin : la production transférée à l'entreprise Friulchem

Suite à un accord signé en mai 2021, nous avons cédé en date du 1^{er} juillet 2021 le site industriel de Magny-en-Vexin à Friulchem, notre partenaire CMO (*Contract manufacturing organization*) depuis plus de vingt ans. Faisant suite à la baisse de la demande ces dernières années, du fait des réglementations visant à limiter l'utilisation des antibiotiques en élevage industriel, et donc pour le type de produits fabriqués à Magny-en-Vexin, cette option vise à préserver l'emploi, la compétitivité du site et des produits.

Dans le cadre du programme "Virbac 2030" axé sur des activités en croissance et à plus forte valeur ajoutée, l'objectif est avant tout de garantir la pérennité du site, des emplois et de la production, en assurant la compétitivité à long terme des produits, pour continuer à servir nos clients, tout en réduisant la complexité de notre empreinte industrielle au niveau global. Cela implique la cession du site et de l'activité de Magny-en-Vexin ainsi que le transfert de l'ensemble des salariés travaillant sur le site, au CMO Friulchem. Cette cession s'inscrit dans une vision long terme avec un accord de façonnage sur dix ans qui pourra être étendu. Friulchem pourra rapatrier d'autres productions sur le site de Magny-en-Vexin et fabriquer d'autres produits pour le compte de tiers, pour mieux absorber les frais fixes de l'usine, ce qui bénéficiera à Virbac.

La cession des actifs du site de Magny-en-Vexin a été réalisée au prix de 4,7 millions €. La note A13 détaille les actifs et passifs concernés par la transaction, ainsi que leurs montants. Cette opération se traduit par une perte de cession de 0,5 million € qui a été retranscrite dans les comptes au 30 juin 2021 conformément à la norme IFRS 5.

Nous avons en effet conclu que la cession des actifs de Magny-en-Vexin rentre dans le champ de la norme IFRS 5 compte tenu du caractère hautement probable de la transaction et des autres critères de la norme qui s'appliquent lorsque la valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une cession plutôt que par son utilisation continue. La note A13 détaille les actifs et passifs concernés par la transaction et ayant fait l'objet d'un reclassement, comme requis par IFRS 5, sur des lignes séparées dans l'état de la situation financière au 30 juin 2021.

Le critère d'activités abandonnées, tel que défini par IFRS 5, n'a pas été retenu pour cette transaction, eu égard notamment au fait que dans l'accord signé avec le CMO, nous poursuivrons l'exploitation des produits issus du site de Magny-en-Vexin et qui restent la propriété de Virbac.

À noter que selon la politique de notre Groupe, seules les opérations dont l'impact en résultat est jugé matériel font l'objet d'un classement dans le résultat non courant, ce qui n'est pas le cas de cette transaction qui, en conséquence, a été comptabilisée dans le résultat opérationnel courant.

Virbac finalise l'acquisition d'iVet LLC, une société spécialisée dans les aliments pour animaux de compagnie

Nous avons finalisé, le 1^{er} juillet 2021, l'acquisition d'iVet LLC, société fondée aux États-Unis en 2002 par des vétérinaires indépendants et un fabricant d'aliments spécialisés pour animaux de compagnie. Cette société commercialise actuellement plusieurs gammes d'aliments pour animaux de compagnie générant plusieurs millions de US\$ de chiffre d'affaires et exploite une plateforme de distribution et de logistique de premier ordre. De plus, iVet a développé au fil des ans des capacités avancées pour prendre des commandes en ligne pour le compte de cliniques vétérinaires et livrer des produits directement aux propriétaires d'animaux.

Les actifs cédés par iVet comprennent les matériels et équipements immobilisés, la propriété intellectuelle (dont le nom commercial), les stocks, des contrats (dont le contrat de location des locaux), les comptes clients et fournisseurs ainsi que d'autres actifs courants.

Dans le cadre de l'acquisition, nous avons recruté la vingtaine d'employés d'iVet.

Le prix d'achat est constitué d'un versement de 4,5 millions US\$ plus des compléments de prix (*earn out*), dont le montant cumulé ne peut dépasser 2,5 millions US\$.

Afin de déterminer le traitement comptable approprié, une entité doit évaluer si une transaction ou un autre événement est un regroupement d'entreprises en appliquant la définition de la norme *IFRS 3*. Celle-ci impose de rechercher si les actifs acquis et les passifs repris constituent une entreprise.

Sur la base d'une analyse préalable, nous avons conclu que l'acquisition des actifs et des passifs d'iVet constitue un regroupement d'entreprises.

L'acquisition ayant eu lieu après la date de clôture mais avant l'arrêté des comptes, l'ensemble des informations requises par la norme ne peut être fourni à ce stade de l'analyse.

Nous avons mandaté un cabinet pour réaliser la répartition du prix d'achat aux actifs acquis. En conséquence, une communication plus détaillée sera réalisée dans le cadre de la publication des comptes annuels.

Chili : Virbac renforce ses positions dans Centrovét

Début septembre, nous avons acheté 15% des titres du groupe Centrovét, augmentant ainsi notre participation de 51% à 66%, avec la possibilité d'acquérir ultérieurement tout ou partie des actions restantes.

Avec ce rachat, nous confortons notre position sur le segment stratégique de l'aquaculture (le Chili étant le deuxième producteur mondial de saumons). Grâce à ses infrastructures R&D et industrielles, Centrovét nous confère un véritable atout compétitif dans l'industrie de l'aquaculture au Chili. Avec son équipe très engagée, notre ambition est d'apporter davantage de produits et de solutions innovantes sur le marché local, et de rechercher des synergies supplémentaires du côté de la R&D et de la fabrication entre le segment des poissons d'eau froide et celui d'eau chaude.

Le prix payé pour l'acquisition de cette participation s'élève à 17,7 millions US\$, payé intégralement en numéraire au moment de la clôture de l'opération. Cette transaction aura peu d'incidence sur les comptes de notre Groupe, autre que le décaissement du prix, dans la mesure où l'activité de Centrovét est consolidée à 100% depuis la prise de participation majoritaire intervenue le 23 novembre 2012.

ANALYSE DES DONNÉES CONSOLIDÉES

Évolution du chiffre d'affaires

Sur l'ensemble du premier semestre notre chiffre d'affaires ressort à 529,4 millions € contre 478,3 millions €, soit une évolution globale de +17,9% hors Sentinel® (+10,7% à périmètre réel) par rapport à la même période de 2020. Hors impact défavorable des taux de change, le chiffre d'affaires est en progression de +21,3% hors Sentinel® (+14% à périmètre réel).

Évolution par segment

en M€	Chiffre d'affaires 2021 à taux réels	Croissance par segment à taux et périmètre constants					
		> -5%	-5% à 0%	0% à +5%	+5% à +10%	+10% à +15%	> 15%
Antiparasitaires	59,7						22,1%
Immunologie	35,5						21,6%
Antibiotiques/dermatologie	47,9						22,8%
Spécialités	55,4						32,1%
Équine	14,5						18,8%
Alimentation spécialisée	37,0						25,3%
Autres	50,6						23,5%
Animaux de compagnie	300,6						24,4%
Antiparasitaires bovins	32,4						21,1%
Antibiotiques bovins	41,3						28,8%
Autres produits ruminants	84,9						26,5%
Antibiotiques porcs/volailles	18,0				6,4%		
Autres produits porcs/volailles	16,6					14,1%	
Aquaculture	22,7	-11,6%					
Animaux de production	215,9						17,7%
Autres activités	12,9				5,7%		
Chiffre d'affaires	529,4						21,3%

Animaux de compagnie

En 2021, cette activité représente 57% du chiffre d'affaires, en progression de 24,4% à taux de change et périmètre constants par rapport à 2020.

Cette croissance est essentiellement portée par la remarquable croissance à deux chiffres des gammes de spécialités (dont Clomicalm, produit que nous avons reçu de Elanco, Movoflex, Stelfonta), antiparasitaires internes, alimentation spécialisée, dermatologie, dentaire et par le rebond de la gamme des vaccins pour chiens et chats par rapport au premier semestre de 2020, qui avait été fortement impacté par nos problèmes de production et de rupture.

Animaux de production

En 2021, cette activité représente 41% du chiffre d'affaires, en progression de 17,7% à taux de change et périmètre constants.

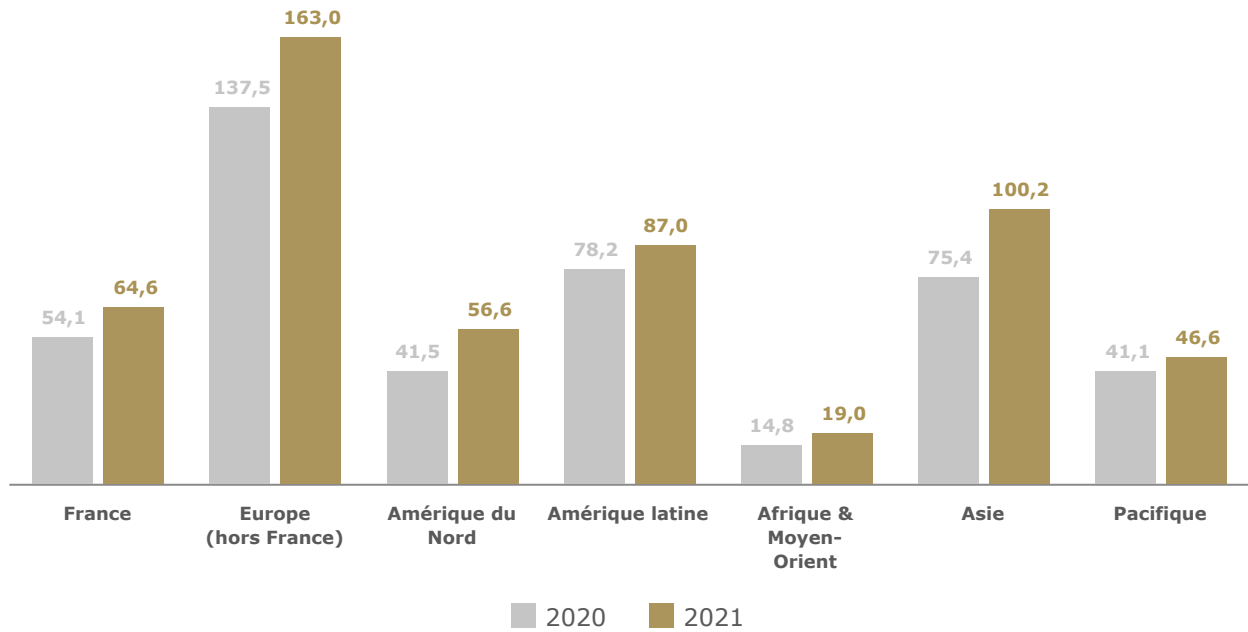
Cette progression est liée au dynamisme du secteur des ruminants (+25,9% à taux constants) et à celui des produits porcs-volailles (+10,0% à taux constants); tandis que le secteur de l'aquaculture est en retrait notable (-11,6% à taux constants) en comparaison à la même période de 2020.

Autres activités

Ces activités, qui représentent 2% de notre chiffre d'affaires consolidé en 2021, correspondent à des marchés de moindre importance stratégique et incluent principalement le façonnage réalisé pour des tiers aux États-Unis et en Australie (notamment les ventes de Sentinel® Spectrum® à MSD Santé Animale).

Évolution géographique (à taux et périmètres constants)

en millions €



Toutes les zones sont en croissance organique à deux chiffres à fin juin, reflet de la dynamique du secteur et d'une très belle exécution de notre plan stratégique grâce à l'engagement constant de nos équipes.

Évolution des résultats

État du résultat

en M€	2021.06	%	2020.06	%	Variation
Chiffre d'affaires	529,4	100,0	478,3	100,0	10,7%
Marge brute sur coûts d'achats	356,3	67,3	322,4	67,4	10,5%
Charges nettes	231,9	43,8	217,9	45,6	6,4%
Amortissements et provisions	19,1	3,6	19,0	4,0	0,2%
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	105,3	19,9	85,5	17,9	23,2%
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	2,2	0,4	6,3	1,3	-64,9%
Résultat opérationnel courant	103,1	19,5	79,1	16,5	30,3%
Autres produits et charges non courants	—		5,4		-100,0%
Résultat opérationnel	103,1	19,5	73,8	15,4	39,8%
Charges financières nettes	1,6	0,3	8,7	1,8	-81,4%
Résultat avant impôt	101,5	19,2	65,1	13,6	55,9%
Impôt sur le résultat	27,2		15,7		73,3%
<i>Dont impôt non courant sur le résultat</i>	—		-1,5		-100,0%
Résultat net des sociétés mises en équivalence	-0,1		-0,3		-68,5%
Résultat net courant consolidé	74,4	14,1	53,6	11,2	38,9%
Résultat net consolidé	74,4	14,1	49,7	10,4	49,7%
Intérêts non contrôlés	1,7		2,6		-32,8%
Résultat net, part du Groupe	72,7	13,7	47,2	9,9	54,2%

Le résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions s'établit à 105,3 millions €, contre 85,5 millions € au 30 juin 2020, soit une hausse de +23,2%. Cette amélioration de la performance s'explique par l'exceptionnelle croissance de notre chiffre d'affaires, portée par des performances très solides dans toutes les zones et une bonne dynamique de marché. Elle est partiellement compensée par une hausse de nos dépenses, le premier semestre de l'année 2020 ayant été marqué par des réductions de dépenses importantes lancées ou subies par le Groupe en réponse à la crise pandémique de la Covid-19. Les augmentations de coûts opérationnels se situent essentiellement au niveau des dépenses commerciales, R&D et des frais de sous-traitance. Les coûts de personnels sont eux aussi en augmentation, avec une reprise des plans de recrutement.

Les dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions sont en baisse de 4,1 millions € par rapport au premier semestre 2020 en raison de la cession des actifs Sentinel[®] réalisée en juillet 2020.

Le résultat opérationnel s'élève à 103,1 millions €, contre 73,8 millions € au 30 juin 2020, soit une amélioration de +30,3%. Sur le premier semestre 2020, les autres charges et produits non courants intègrent une dépréciation complémentaire de l'UGT Vaccin leishmaniose à hauteur de 4,8 millions € suite à la décision d'arrêter la production du vaccin au cours de la période ainsi qu'une charge de 0,6 million € correspondant aux frais directement liés à la cession des droits sur les actifs Sentinel[®]. Aucune charge ou produit non courant n'a été comptabilisé au 30 juin 2021.

Les charges financières nettes s'élèvent à 1,6 million €, en baisse par rapport au premier semestre 2020 (8,7 millions €). Ceci est dû à l'effet conjoint de la baisse du coût de l'endettement financier suite au remboursement de nos financements bancaires sur le deuxième semestre 2020, ainsi qu'un résultat de change en amélioration par rapport à 2020 grâce à la relative stabilité de la devise chilienne.

Le résultat de la période attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 72,7 millions €, contre 47,2 millions € sur la même période en 2020, soit une amélioration de 54,2%.

Le résultat de la période attribuable aux intérêts non contrôlés s'élève à 1,7 million € contre 2,6 millions € au 30 juin 2020. Cette réduction s'explique par la performance en retrait de l'activité aquacole au Chili.

Analyse de la situation financière

Structure bilancielle

en M€	2021.06	2020.12
Immobilisations nettes	538,4	535,3
Éléments de BFR dont impôts différés actifs	191,6	120,4
Actifs destinés à être cédés	4,9	—
Capitaux investis	734,9	655,7
Fonds propres, part du Groupe	699,7	622,9
Intérêts non contrôlés et autres fonds propres dont provisions et impôts différés passifs	89,0	96,2
Endettement net	-54,5	-63,4
Passifs afférents aux actifs destinés à être cédés	0,7	—
Financement	734,9	655,7

Les actifs de notre activité de production de Magny-en-Vexin ainsi que les passifs liés ont été reclassés en actifs et passifs destinés à être cédés pour une valeur de 4,9 millions € et 0,7 million € respectivement. Ils ont été isolés sur une ligne séparée de l'état de la situation financière, conformément à IFRS 5. Ces éléments sont détaillés en note A13 des notes annexes aux comptes consolidés résumés.

Financement

Au 30 juin 2021, notre endettement net s'élève à -54,5 millions €, contre -63,4 millions € à fin 2020. Cette légère hausse de la dette nette de près de 9 millions € s'explique principalement par le profil de génération de trésorerie du Groupe qui intervient essentiellement sur la deuxième partie de l'année en raison d'une certaine saisonnalité (liée par exemple au paiement des remises arrières annuelles sur le premier semestre). Cette saisonnalité a été accentuée en 2021 par le paiement des dividendes ainsi que par une forte augmentation de notre besoin en fonds de roulement liée à l'augmentation du chiffre d'affaires ainsi qu'à la mise en place de stocks de sécurité.

Virbac dispose toujours de trois financements dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- un crédit syndiqué de 420 millions €, tirable en euros et en dollars auprès d'un pool de banques, remboursable *in fine* et de maturité initiale avril 2021, prorogé jusqu'au 9 avril 2022 ;
- des contrats désintermédiés (*Schuldschein*) en euros et en dollars pour un total de 21,7 millions €, composés de trois tranches, de maturité avril 2022 et avril 2025, à taux fixe ;
- des contrats de financement avec Bpifrance, pour 18,9 millions €, amortissables et de maturité novembre 2023 et septembre 2024.

Au 30 juin 2021, la position des financements est la suivante :

- le contrat syndiqué est tiré à hauteur de 25 millions US\$;
- les contrats désintermédiés s'élèvent à 15 millions € et 8 millions US\$;
- les financements Bpifrance se montent à 18,9 millions €.

Ces financements sont assortis d'une clause de respect d'un *covenant* financier qui nous impose de respecter des ratios financiers calculés sur la base des comptes consolidés et correspondant à l'endettement net consolidé¹ pour la période considérée sur l'*Ebitda* consolidé² pour cette même période de test.

Au 30 juin 2021, nous respectons les clauses de ratio financier puisque ce dernier s'établit à -0,21, le situant ainsi sous la limite du *covenant* financier contractuel qui s'élève à 4,25.

¹ Pour le calcul du *covenant*, l'endettement net consolidé désigne la somme des autres passifs financiers courants et non courants, à savoir les postes suivants : emprunts, concours bancaires, intérêts courus non échus passifs, dettes relatives aux contrats de location, participation, instruments dérivés de taux et de change, et autres ; diminuée du montant des postes suivants : trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes de dépôts à terme, et des instruments dérivés de change et de taux actifs tels qu'ils apparaissent dans les comptes consolidés.

² L'*Ebitda* consolidé désigne le résultat d'exploitation des douze derniers mois (celui des six derniers mois de 2020 plus celui du premier semestre 2021), majoré des dotations aux amortissements et provisions nettes de reprises et les dividendes reçus de filiales non consolidées.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Les principaux facteurs de risque auxquels Virbac est exposé figurent dans le rapport annuel 2020 disponible sur le site internet corporate.virbac.com.

En ce qui concerne la pandémie de Covid-19, nous ne sommes pas en mesure de prédire dans quelle mesure la pandémie et ses développements pourront impacter son activité, ses opérations et sa performance financière au-delà de 2021.

En outre, une accélération ou aggravation de la pandémie pourrait entraîner une baisse du revenu de notre entreprise sur les marchés où nous opérons, du fait d'une contraction des dépenses en matière de santé animale ponctuelle liée aux périodes de confinement, ou plus durable, ce qui pourrait ainsi avoir un impact significatif sur notre activité opérationnelle.

Nous pourrions également avoir à faire face à des retards plus conséquents que ceux déjà subis dans le développement de nos produits en raison des restrictions imposées sur les sites ainsi que des retards ou interruptions des autorisations réglementaires qui pourraient avoir un effet négatif sur la commercialisation des produits et donc sur les ventes futures, l'activité et le résultat opérationnel du Groupe.

La pandémie de Covid-19 pourrait nous exposer à un ralentissement ou à une suspension provisoire de la production de nos produits. La mise en place de mesures restrictives de manière prolongée afin de contrôler l'épidémie pourrait entraîner des retards, des perturbations ou des interruptions de la chaîne d'approvisionnement et pourrait donc avoir un effet négatif sur l'activité du Groupe.

L'instabilité des conditions de l'économie mondiale induite par la crise pandémique pourrait accélérer et exacerber les autres facteurs de risques identifiés dans le chapitre "Facteurs de risque" du rapport annuel 2020 de Virbac, ce qui pourrait avoir un impact sur notre activité, nos conditions opérationnelles et financières, et nos résultats.

Enfin, si la pandémie se prolonge, les opérations de Virbac pourraient également être impactées par le télétravail, le confinement et d'autres restrictions qui auront été adoptées.

Chacun de ces risques, et d'autres qui n'ont pas encore pu être identifiés, sont susceptibles de survenir au second semestre 2021 ou durant les exercices ultérieurs, et pourraient entraîner un écart significatif entre les résultats actuels et les perspectives énoncées dans ce rapport.

OPÉRATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

L'information sur les parties liées est détaillée dans la note A31 aux comptes consolidés résumés au 30 juin 2021.

PERSPECTIVES

La très bonne tenue du marché de la santé animale, et notre performance sur la période écoulée, nous amènent à relever notre perspective annuelle.

Nous anticipons à présent une croissance du chiffre d'affaires à taux et périmètre constants (hors impact de la cession de Sentinel[®]) comprise entre 14% et 17% (soit entre 11% et 14% à taux constants et périmètre réel), ainsi qu'un ratio de «résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions» sur «chiffre d'affaires» qui devrait se situer autour de 16% à taux de change constants. Pour information, nous estimons que l'impact des produits acquis auprès d'Elanco (Clomicalm et Itrafungol), et auprès d'iVet (alimentation spécialisée aux États-Unis) pourraient représenter environ 1,5 points de croissance du chiffre d'affaires. Par ailleurs, nous anticipons un impact défavorable des changes sur le chiffre d'affaires d'environ 13 millions € lié à la dépréciation des devises. Enfin, notre désendettement devrait se situer autour de 60 millions € à périmètre et taux de change constants.

La crise sanitaire n'a pas eu d'impacts très négatifs sur le secteur de la santé animale, mais comme expliqué dans nos précédentes communications, nous avons mis en place un corpus de mesures et un pilotage au quotidien afin de prévenir et limiter les impacts potentiels. Par ailleurs, notre présence globale en termes de zones géographiques et d'espèces, notre portefeuille produits très diversifié, nos différents canaux de distribution, la très forte réactivité et capacité d'adaptation de nos équipes, ainsi que la robustesse de notre situation financière constituent des atouts majeurs pour faire face aux conséquences de cette pandémie. Nous restons cependant vigilants à l'évolution de la situation dans les prochains mois et mobilisés pour y faire face.

Comptes consolidés résumés

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

État de la situation financière

en k€	Notes	2021.06	2020.12
<i>Goodwill</i>	A1-A3	136 877	134 762
Immobilisations incorporelles	A2-A3	150 670	147 631
Immobilisations corporelles	A4	206 137	205 815
Droits d'utilisation	A5	36 902	33 502
Autres actifs financiers	A6	3 267	2 979
Participations comptabilisées par mise en équivalence	A7	3 447	3 245
Impôts différés actifs	A8	17 189	13 757
Actif non courant		554 489	541 691
Stocks et travaux en-cours	A9	239 520	211 037
Créances clients	A10	138 966	101 693
Autres actifs financiers	A6	1 073	7 395
Autres débiteurs	A11	69 829	67 755
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A12	184 399	181 890
Actif courant		633 787	569 770
Actifs destinés à être cédés	A13	4 865	—
Actif		1 193 140	1 111 461
Capital émis		10 573	10 573
Réserves attribuables aux propriétaires de la société mère		689 132	612 355
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		699 705	622 928
Intérêts non contrôlés		30 756	34 250
Capitaux propres		730 461	657 177
Impôts différés passifs	A8	29 345	30 337
Provisions pour avantages du personnel		20 933	22 126
Autres provisions	A14	6 995	8 454
Obligations locatives	A15	29 887	26 803
Autres passifs financiers	A16	16 216	51 684
Autres créditeurs	A17	3 138	3 191
Passif non courant		106 515	142 595
Autres provisions	A14	972	1 021
Dettes fournisseurs	A18	118 056	105 254
Obligations locatives	A15	8 642	7 968
Autres passifs financiers	A16	75 143	32 021
Autres créditeurs	A17	152 683	165 425
Passif courant		355 496	311 689
Passifs afférents aux actifs destinés à être cédés	A13	669	—
Passif		1 193 140	1 111 461

État du résultat de la période

en k€	Notes	2021.06	2020.06	Variation
Revenu des activités ordinaires	A19	529 414	478 308	10,7%
Achats consommés	A20	-173 103	-155 912	
Charges externes	A21	-90 666	-74 664	
Charges de personnel		-142 232	-139 072	
Impôts et taxes		-6 856	-7 348	
Dépréciations et provisions	A22	-19 059	-19 019	
Autres produits et charges courants	A23	7 833	3 179	
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions¹		105 331	85 472	23,2%
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	A22	-2 223	-6 337	
Résultat opérationnel courant		103 108	79 135	30,3%
Autres produits et charges non courants	A24	—	-5 380	
Résultat opérationnel		103 108	73 755	39,8%
Produits et charges financiers	A25	-1 610	-8 663	
Résultat avant impôt		101 498	65 092	55,9%
Impôt sur le résultat	A26	-27 162	-15 672	
<i>Dont impôt non courant sur le résultat</i>		—	1 532	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	A7	96	303	
Résultat net courant²	A27	74 432	53 570	38,9%
Résultat de la période		74 432	49 722	49,7%
attribuable aux propriétaires de la société mère		72 707	47 155	54,2%
attribuable aux intérêts non contrôlés		1 725	2 567	-32,8%
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, par action	A28	8,61 €	5,59 €	54,1%
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, dilué par action	A28	8,61 €	5,59 €	54,1%

¹ Afin de présenter une meilleure vision de notre performance économique, nous isolons l'impact des dotations aux amortissements des actifs incorporels issus des opérations d'acquisition. En conséquence, notre état du résultat indique un résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions (voir note A22).

² Nous présentons un "Résultat net courant" qui correspond au résultat net retraité des éléments suivants :

- la ligne "Autres produits et charges non courants" ;
- l'impôt non courant, qui comprend l'impact fiscal des "Autres produits et charges non courants", ainsi que tous les produits et charges fiscaux non récurrents.

Au 30 juin 2020, la ligne "Dont impôt non courant sur le résultat", dont les montants sont présentés dans la note A27, correspondait au produit d'impôt différé sur la dépréciation complémentaire de l'UGT Vaccin leishmaniose (1 532 k€).

État du résultat global

en k€	2021.06	2020.06	Variation
Résultat de la période	74 432	49 722	49,7 %
Écarts de conversion	8 771	-19 059	
Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture	760	-1 164	
Autres éléments du résultat global - Éléments recyclables	9 531	-20 223	-147,1 %
Écarts actuariels	422	119	
Autres éléments du résultat global - Éléments non recyclables	422	119	254,6 %
Autres éléments du résultat global (avant impôt)	9 952	-20 104	-149,5 %
Impôt sur les autres éléments recyclables du résultat global	-216	375	
Impôt sur les autres éléments non recyclables du résultat global	-109	-31	
Résultat global	84 060	29 962	180,6 %
attribuable aux propriétaires de la société mère	82 478	29 802	176,8 %
attribuable aux intérêts non contrôlés	1 582	160	888,8 %

État de variation des capitaux propres

en k€	Capital émis	Primes	Réserves	Réserves de conversion	Résultat de la période	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2019	10 573	6 534	458 112	-8 986	51 550	517 783	34 095	551 878
Affectation du résultat 2019	—	—	51 550	—	-51 550	—	—	—
Distribution de dividendes	—	—	—	—	—	—	-3 706	-3 706
Titres d'autocontrôle	—	—	911	—	—	911	—	911
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	—	—	874	—	—	874	—	874
Résultat global	—	—	-262	-33 843	137 465	103 360	3 860	107 220
Capitaux propres au 31/12/2020	10 573	6 534	511 185	-42 829	137 465	622 928	34 249	657 177
Affectation du résultat 2020	—	—	131 122	—	-131 122	—	—	—
Distribution de dividendes	—	—	-6 343	—	—	-6 343	-5 075	-11 418
Titres d'autocontrôle	—	—	565	—	—	565	—	565
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	—	—	77	—	—	77	—	77
Résultat global	—	—	857	8 914	72 707	82 478	1 582	84 060
Capitaux propres au 30/06/2021	10 573	6 534	637 463	-33 915	79 050	699 705	30 756	730 461

L'assemblée générale des actionnaires de Virbac, qui s'est tenue le 22 juin 2021, a approuvé le versement d'un dividende de 0,75 € par action au titre de l'exercice 2020, soit un montant total de 6 343 500 €.

Pour mémoire, la variation des capitaux propres du premier semestre 2020 se présentait comme suit :

en k€	Capital émis	Primes	Réserves	Réserves de conversion	Résultat de la période	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2019	10 573	6 534	458 112	-8 986	51 550	517 783	34 095	551 878
Affectation du résultat 2019	—	—	51 550	—	-51 550	—	—	—
Distribution de dividendes	—	—	—	—	—	—	-3 705	-3 705
Titres d'autocontrôle	—	—	343	—	—	343	—	343
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	—	—	95	—	—	95	—	95
Résultat global	—	—	-700	-16 653	47 155	29 802	160	29 962
Capitaux propres au 30/06/2020	10 573	6 534	509 400	-25 639	47 155	548 023	30 550	578 573

État de variation de la trésorerie

en k€	2021.06	2020.06
Trésorerie et équivalents de trésorerie	181 890	93 656
Concours bancaires courants	-2 306	-13 770
Intérêts courus non échus passifs	-18	-37
Trésorerie nette d'ouverture	179 567	79 849
Trésorerie et équivalents de trésorerie	184 399	117 940
Concours bancaires courants	-384	-9 735
Intérêts courus non échus passifs	-16	-19
Trésorerie nette de clôture	183 998	108 186
Impact des écarts de conversion	1 822	-3 883
Impact des mouvements de périmètre	—	—
Variation nette de la trésorerie	2 610	32 220

État des flux de trésorerie

en k€	Notes	2021.06	2020.06
Résultat de la période		74 432	49 722
Élimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence	A7	-96	-303
Élimination des amortissements et provisions	A14-A22	20 384	29 804
Élimination de la variation d'impôts différés	A8	-4 628	-866
Élimination des résultats de cessions	A23	-223	202
Autres charges et produits sans impact trésorerie		7 239	-3 319
Marge brute d'autofinancement		97 109	75 241
Intérêts financiers nets décaissés	A25	2 578	5 593
Charge d'impôt exigible		31 790	16 538
Marge brute d'autofinancement avant intérêts financiers et impôt sur les sociétés		131 476	97 370
Incidence de la variation nette des stocks	A9	-27 476	-12 145
Incidence de la variation nette des créances clients	A10	-36 074	-27 322
Incidence de la variation nette des dettes fournisseurs	A18	13 610	3 699
Impôt sur les sociétés décaissé		-28 842	-14 288
Incidence de la variation nette des autres créances et dettes	A11-A17	-19 045	-9 227
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement		-97 827	-59 283
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		33 649	38 087
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	A2-A18	-9 432	-4 420
Acquisitions d'immobilisations corporelles	A4-A18	-11 715	-8 071
Cessions d'immobilisations	A23	403	233
Variation des actifs financiers	A6	-616	3 389
Variation des dettes relatives aux acquisitions d'actifs		—	—
Acquisitions de filiales ou d'activités		—	—
Cessions de filiales ou d'activités		—	—
Dividendes reçus		—	—
Flux net affecté aux investissements		-21 361	-8 869
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-6 343	—
Dividendes versés aux intérêts non contrôlés		-5 036	-1 546
Variation des titres d'autocontrôle		23	-221
Augmentation/réduction de capital		—	—
Placements de trésorerie		—	—
Souscriptions d'emprunts	A16	31 343	56 606
Remboursements d'emprunts	A16	-22 320	-41 820
Remboursements d'obligations locatives	A15	-4 767	-4 425
Intérêts financiers nets décaissés	A25	-2 578	-5 593
Flux net provenant du financement		-9 679	3 001
Flux de trésorerie		2 610	32 220

Depuis l'entrée en vigueur de la norme *IFRS 16* à compter du 1^{er} janvier 2019, les paiements de loyers antérieurement présentés dans le flux net de trésorerie généré par l'activité sont désormais reportés dans le flux net provenant de l'activité de financement (remboursements d'obligations locatives et intérêts financiers nets décaissés - voir notes A15 et A25).

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

Note d'information générale

Virbac est un laboratoire mondial indépendant exclusivement dédié à la santé animale qui dispose sur ce marché d'une gamme complète destinée aux animaux de compagnie et aux animaux de production.

L'action Virbac est cotée à la bourse de Paris sur le compartiment A de l'Euronext.

Virbac est une société anonyme de droit français, dont la gouvernance a évolué en décembre 2020 d'une organisation à directoire et conseil de surveillance vers une organisation intégrant une direction générale (qui s'appuie sur un comité de direction Groupe) et un conseil d'administration. Son nom commercial est "Virbac". La société a été créée en 1968 à Carros.

L'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire du 17 juin 2014 ayant adopté la résolution relative à la refonte des statuts, la durée de la société a été prorogée de 99 ans, c'est-à-dire jusqu'au 17 juin 2113.

Le siège social est situé à 1^{ère} avenue 2065m LID, 06516 Carros. La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Grasse sous le numéro 417350311 RCS Grasse.

Nos comptes consolidés résumés du premier semestre 2021 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 14 septembre 2021.

Les notes explicatives, ci-après, accompagnent la présentation de nos comptes consolidés et en sont partie intégrante.

Événements significatifs de la période

Activité maintenue face à la crise Covid-19

La crise sanitaire n'a pas eu d'impacts très négatifs sur le secteur de la santé animale jusqu'à présent, mais comme expliqué dans nos précédentes communications, nous avons mis en place un *corpus* de mesures et un pilotage au quotidien afin de prévenir et limiter les impacts potentiels. Par ailleurs, notre présence globale en termes de zones géographiques et d'espèces, notre portefeuille produits très diversifié, nos différents canaux de distribution, la très forte réactivité et capacité d'adaptation de nos équipes à travers notre modèle d'organisation, ainsi que la robustesse de notre situation financière constituent des atouts pour faire face aux conséquences de cette pandémie. Nous restons cependant vigilants à l'évolution de la situation dans les prochains mois et mobilisés pour y faire face.

Virbac reprend des actifs d'Elanco

Préalablement au rachat de la division vétérinaire de Bayer Animal Health (Bayer AH), les autorités de la concurrence de la Commission européenne avait imposé à Elanco la cession, entre autres, de trois projets en développement chez Bayer AH pour lesquels Virbac s'est porté acquéreur et pour lesquels nous nous sommes engagés à poursuivre le développement.

L'accord avec Elanco a été formalisé à travers plusieurs contrats signés dans le premier trimestre 2021 et qui prévoient des compensations à la reprise par Virbac de ces projets de développement.

Les compensations sont de plusieurs natures :

- Elanco nous cède la propriété intellectuelle et tous les actifs détenus par Bayer AH inhérents à ces projets de développement ;
- Elanco nous transfère le contrat de licence signé par Bayer AH avec le détenteur des droits sur la molécule utilisée dans les projets de développement. Par ailleurs Elanco s'engage à nous rembourser les deux prochaines échéances de paiement (*milestone*) prévues dans ce contrat ;
- Elanco s'engage à compenser nos coûts induits par les projets de développement poursuivis à hauteur de 7 millions €. Cette compensation a fait l'objet d'un premier paiement de 4 millions € en avril 2021, le solde devant être réglé en avril 2022, sous réserve qu'à la date du paiement, nous ayons poursuivi le développement des trois projets ;
- enfin, Elanco nous cède l'ensemble des droits relatifs à deux produits (Clomicalm et Itrafungol) commercialisés dans le monde entier (principalement aux États-Unis et Canada), ainsi que les stocks de produits finis à la date de signature de l'accord, dont la valeur comptable chez Elanco est estimée à 1,3 million €. Ces produits ont généré chez Elanco un chiffre d'affaires d'environ 11 millions € en année pleine. La note A19 précise le montant des ventes que nous avons réalisées au 30 juin 2021 avec les produits reçus gratuitement.

Sur la base de l'analyse réalisée conformément aux critères de la norme IFRS 3, nous avons conclu que la transaction signée avec Elanco ne répond pas à la qualification d'un regroupement d'entreprises.

En conséquence, pour le traitement comptable des actifs acquis, nous avons appliqué la norme comptable adaptée à chaque classe d'actif :

- les actifs nécessaires à la poursuite des développements ne répondent pas aux critères de comptabilisation d'une immobilisation incorporelle (IAS 38), les avantages économiques futurs attendus n'étant pour l'instant pas probables et les coûts ne pouvant pas être évalués de manière fiable ;
- le contrat de licence transféré à Virbac prévoit le paiement au détenteur des droits de deux premiers *milestones* dont le montant est fixe, et ensuite de paiements variables dont le montant ne peut être estimé de manière fiable. L'accord avec Elanco prévoyant qu'ils nous remboursent les deux premiers *milestones* lorsque nous les aurons payés, ceux-ci ne sont pas reconnus dans nos comptes. S'agissant des montants variables, ils seront reconnus en immobilisation incorporelle au fur et à mesure qu'ils deviendront exigibles, conformément à la méthode comptable retenue historiquement dans ce type de situation ;

- le coût d'entrée en comptabilité d'une immobilisation incorporelle acquise séparément comprend son coût d'achat, et tout coût directement attribuable à la préparation de l'actif en vue de son utilisation. En conséquence, les droits incorporels relatifs aux produits commercialisés (Clomicalm et Itrafungol), dont le coût d'acquisition est nul, ne sont pas comptabilisés dans nos comptes ;
- nous avons acquis pour un coût d'achat non matériel (frais de transport) les stocks de produits finis Clomicalm et Itrafungol à la date de signature des contrats. Ces derniers n'ont pas été valorisés dans les comptes au 30 juin 2021, conformément à IAS 2 ;
- s'agissant de la compensation de 7 millions €, payable en deux acomptes, en l'absence de rétrocession possible et de contrepartie attendue de la part de Virbac autre que la poursuite du développement des projets, ces sommes sont considérées comme acquises de manière ferme à réception. Ainsi, les 4 millions € reçus en avril 2021 ont été intégralement comptabilisés sur la ligne "Autres produits et charges".

Évolution du litige pour contrefaçon et concurrence déloyale

Dans le cadre du litige opposant Virbac à un concurrent en contrefaçon et concurrence déloyale en France (dossier Fiproline), une première décision de la Cour d'appel de Lyon en date du 13 mai 2015 a donné lieu au paiement de dommages et intérêts de 2 millions € par Virbac. Un arrêt de la Cour de cassation en date du 31 janvier 2018 a entraîné le remboursement à Virbac des sommes versées. La procédure s'est poursuivie devant la Cour d'appel de Lyon qui a rendu un arrêt, en faveur de Virbac, ayant fait l'objet d'un nouveau pourvoi devant la Cour de cassation et ayant donné lieu à cassation partielle en mai 2021.

En parallèle, le concurrent a engagé une seconde procédure devant le Tribunal judiciaire de Paris pour des motifs similaires (contrefaçon), à l'échelle européenne. Le Tribunal judiciaire de Paris par une décision en date du 12 mars 2020 a rejeté l'ensemble des demandes formulées contre Virbac, cette décision étant frappée d'appel.

Enfin, la Cour d'appel de Bruxelles devant laquelle un litige sur la marque déposée dans ce pays était pendante depuis de nombreuses années, a rendu en juin 2021 une décision défavorable sur laquelle les voies de recours sont à l'étude.

Face à l'incertitude générée par ces procédures, nous avons maintenu dans nos comptes une provision depuis 2018. Toutefois compte tenu des arrêts et décisions rendus, un risque de condamnation à des dommages intérêts à hauteur de la provision conservée dans les comptes à fin décembre 2020 peut dorénavant être écarté. Virbac doit cependant poursuivre sa défense contre les poursuites de son concurrent dans ces trois affaires, et provisionner le montant de la condamnation prononcée par la Cour d'appel de Bruxelles. L'impact net de ces écritures comptables représente sur le premier semestre un profit de 1,6 million €.

Événements significatifs postérieurs à la clôture

Magny-en-Vexin : la production transférée à l'entreprise Friulchem

Suite à un accord signé en mai 2021, nous avons cédé en date du 1^{er} juillet 2021 le site industriel de Magny-en-Vexin à Friulchem, notre partenaire CMO (*Contract manufacturing organization*) depuis plus de vingt ans. Faisant suite à la baisse de la demande ces dernières années, du fait des réglementations visant à limiter l'utilisation des antibiotiques en élevage industriel, et donc pour le type de produits fabriqués à Magny-en-Vexin, cette option vise à préserver l'emploi, la compétitivité du site et des produits.

Dans le cadre du programme "Virbac 2030" axé sur des activités en croissance et à plus forte valeur ajoutée, l'objectif est avant tout de garantir la pérennité du site, des emplois et de la production, en assurant la compétitivité à long terme des produits, pour continuer à servir nos clients, tout en réduisant la complexité de notre empreinte industrielle au niveau global. Cela implique la cession du site et de l'activité de Magny-en-Vexin ainsi que le transfert de l'ensemble des salariés travaillant sur le site, au CMO Friulchem. Cette cession s'inscrit dans une vision long terme avec un accord de façonnage sur dix ans qui pourra être étendu. Friulchem pourra rapatrier d'autres productions sur le site de Magny-en-Vexin et fabriquer d'autres produits pour le compte de tiers, pour mieux absorber les frais fixes de l'usine, ce qui bénéficiera à Virbac.

La cession des actifs du site de Magny-en-Vexin a été réalisée au prix de 4,7 millions €. La note A13 détaille les actifs et passifs concernés par la transaction, ainsi que leurs montants. Cette opération se traduit par une perte de cession de 0,5 million € qui a été retranscrite dans les comptes au 30 juin 2021 conformément à la norme IFRS 5.

Nous avons en effet conclu que la cession des actifs de Magny rentre dans le champ de la norme IFRS 5 compte tenu du caractère hautement probable de la transaction et des autres critères de la norme qui s'appliquent lorsque la valeur comptable est recouverte principalement par le biais d'une cession plutôt que par son utilisation continue. La note A13 détaille les actifs et passifs concernés par la transaction et ayant fait l'objet d'un reclassement, comme requis par IFRS 5, sur des lignes séparées dans l'état de la situation financière au 30 juin 2021.

Le critère d'activités abandonnées, tel que défini par IFRS 5, n'a pas été retenu pour cette transaction, eu égard notamment au fait que dans l'accord signé avec le CMO, nous poursuivrons l'exploitation des produits issus du site de Magny-en-Vexin et qui restent la propriété de Virbac.

À noter que selon la politique de notre Groupe, seules les opérations dont l'impact en résultat est jugé matériel font l'objet d'un classement dans le résultat non courant, ce qui n'est pas le cas de cette transaction qui, en conséquence, a été comptabilisée dans le résultat opérationnel courant.

Virbac finalise l'acquisition d'iVet LLC, une société spécialisée dans les aliments pour animaux de compagnie

Nous avons finalisé, le 1^{er} juillet 2021, l'acquisition d'iVet LLC, société fondée aux États-Unis en 2002 par des vétérinaires indépendants et un fabricant d'aliments spécialisés pour animaux de compagnie. Cette société commercialise actuellement plusieurs gammes d'aliments pour animaux de compagnie générant plusieurs millions de US\$ de chiffre d'affaires et exploite une plateforme de distribution et de logistique de premier ordre. De plus, iVet a développé au fil des ans des capacités avancées pour prendre des commandes en ligne pour le compte de cliniques vétérinaires et livrer des produits directement aux propriétaires d'animaux.

Les actifs cédés par iVet comprennent les matériels et équipements immobilisés, la propriété intellectuelle (dont le nom commercial), les stocks, des contrats (dont le contrat de location des locaux), les comptes clients et fournisseurs ainsi que d'autres actifs courants.

Dans le cadre de l'acquisition, nous avons recruté la vingtaine d'employés d'iVet.

Le prix d'achat est constitué d'un versement de 4,5 millions US\$ plus des compléments de prix (*earn out*), dont le montant cumulé ne peut dépasser 2,5 millions US\$.

Afin de déterminer le traitement comptable approprié, une entité doit évaluer si une transaction ou un autre événement est un regroupement d'entreprises en appliquant la définition de la norme IFRS 3. Celle-ci impose de rechercher si les actifs acquis et les passifs repris constituent une entreprise.

Sur la base d'une analyse préalable, nous avons conclu que l'acquisition des actifs et des passifs d'iVet constitue un regroupement d'entreprises.

L'acquisition ayant eu lieu après la date de clôture mais avant l'arrêté des comptes, l'ensemble des informations requises par la norme ne peut être fourni à ce stade de l'analyse.

Nous avons mandaté un cabinet pour réaliser la répartition du prix d'achat aux actifs acquis. En conséquence, une communication plus détaillée sera réalisée dans le cadre de la publication des comptes annuels.

Chili : Virbac renforce ses positions dans Centrovét

Début septembre, nous avons acheté 15% des titres du groupe Centrovét, augmentant ainsi notre participation de 51% à 66%, avec la possibilité d'acquérir ultérieurement tout ou partie des actions restantes.

Avec ce rachat, nous confortons notre position sur le segment stratégique de l'aquaculture (le Chili étant le deuxième producteur mondial de saumons). Grâce à ses infrastructures R&D et industrielles, Centrovét nous confère un véritable atout compétitif dans l'industrie de l'aquaculture au Chili. Avec son équipe très engagée, notre ambition est d'apporter davantage de produits et de solutions innovantes sur le marché local, et de rechercher des synergies supplémentaires du côté de la R&D et de la fabrication entre le segment des poissons d'eau froide et celui d'eau chaude.

Le prix payé pour l'acquisition de cette participation s'élève à 17,7 millions US\$, payé intégralement en numéraire au moment de la clôture de l'opération. Cette transaction aura peu d'incidence sur les comptes de notre Groupe, autre que le décaissement du prix, dans la mesure où l'activité de Centrovét est consolidée à 100% depuis la prise de participation majoritaire intervenue le 23 novembre 2012.

Principes et méthodes comptables

Conformité et base de préparation des comptes

Les états financiers consolidés semestriels résumés ont été préparés en conformité avec IAS 34 "Information financière intermédiaire", norme du référentiel IFRS (*International financial reporting standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

À l'exception des normes, amendements ou interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2021, les principes comptables utilisés pour la préparation de nos états financiers consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux retenus pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2020. Nos états financiers consolidés semestriels résumés ont été établis conformément au référentiel IFRS publié par l'IASB (*International accounting standards board*) et au référentiel adopté par l'Union européenne au 30 juin 2021.

Les normes et interprétations du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne sont disponibles à la rubrique "Interprétations et normes IAS/IFRS", sur le site suivant :

http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/standards-interpretations/index_fr.htm.

Nouvelles normes et interprétations

Normes et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2021

■ IAS 39 - IFRS 7 - IFRS 9 - Réforme des taux de référence (Phase 2)

Ces textes prévoient des mesures d'assouplissement sur les conséquences comptables des amendements apportés aux contrats suite à la réforme des taux de référence et des critères d'application de la comptabilité de couverture.

Nous avons effectué un inventaire des contrats de financement et de couverture de taux concernés par la réforme des indices de référence. Il en résulte qu'aucune opération de taux d'intérêt n'est impactée par la réforme compte tenu de la maturité des instruments. Sur les nouvelles opérations de couvertures de taux, les nouveaux indices seront pris en compte.

Les financements suivants ont été identifiés et feront l'objet de discussions avec nos partenaires bancaires afin d'amender la documentation et d'y inclure des clauses de *fallback* et les indices de substitution :

Type de contrat	Montant	Banque	Indice	Indice de remplacement	Tirage au 30 juin 2021
Ligne de crédit non confirmée	30 millions US\$	Crédit industriel et commercial New York	Libor USD	SOFR (<i>Secured overnight financing rate</i>)	—
Ligne de crédit non confirmée	7 millions US\$	HSBC US	Libor USD	SOFR (<i>Secured overnight financing rate</i>)	—
Contrat de factoring	15 millions GBP	Société Générale	Libor GBP	SONIA (<i>Sterling index average</i>)	3,3 millions GBP

Nous n'anticipons aucun risque sur nos contrats de financements grâce à la substitution des indices voués à disparaître par les taux sans risque *RFR* (*Risk free rate*) recommandés par l'*ISDA* (*International swaps and derivatives association*).

■ Amendement IFRS 4 - Contrats d'assurance

Cet amendement étend au 1^{er} janvier 2023 l'exemption temporaire accordée aux assureurs d'appliquer la norme IFRS 9, afin que les normes IFRS 9 et IFRS 17 puissent être appliquées simultanément.

Ce nouveau texte n'a pas eu d'incidence sur nos comptes.

Normes et interprétations applicables par anticipation au 1^{er} janvier 2021

À la date d'arrêt des présents comptes consolidés, les normes et interprétations listées ci-après étaient émises respectivement par l'*IASB* et l'*IFRS IC* mais non encore adoptées par l'Union européenne.

■ Amendement IAS 37 - Contrats déficitaires - Coûts d'exécution du contrat

■ Amendement IFRS 3 - Mise à jour du cadre conceptuel

■ Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2018/2020

■ Amendement IAS 1 - Classement des dettes en courant/non courant

■ Amendement IAS 1 - Information à fournir sur les principes et méthodes comptables

■ Amendement IAS 8 - Définition d'une estimation comptable

Nous avons choisi de ne pas appliquer ces normes et interprétations par anticipation mais avons commencé à analyser les conséquences de leur application. Nous appliquerons, le cas échéant, ces normes dans nos comptes dès leur adoption par l'Union européenne.

Règles de consolidation appliquées

Périmètre et méthodes de consolidation

Conformément à IFRS 10 "États financiers consolidés", nos états financiers consolidés incluent les comptes de toutes les entités que Virbac contrôle directement ou indirectement, quel que soit son niveau de participation dans les capitaux propres de ces entités. Une entité est contrôlée par Virbac dès lors que les trois critères suivants sont cumulativement respectés :

- Virbac détient le pouvoir sur la filiale lorsqu'elle a des droits effectifs qui lui confèrent la capacité de diriger les activités pertinentes ;
- Virbac est exposée à, ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec cette entité ;
- Virbac a la capacité d'exercer son pouvoir sur cette entité de façon à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

La détermination du contrôle prend en compte l'existence de droits de vote potentiels s'ils sont substantifs, c'est-à-dire s'ils peuvent être exercés en temps utile lorsque les décisions sur les activités pertinentes de l'entité doivent être prises.

Les entités sur lesquelles Virbac exerce ce contrôle sont consolidées par intégration globale. Le cas échéant, les intérêts non contrôlés (intérêts minoritaires) sont évalués à la date d'acquisition à hauteur de la juste valeur des actifs et passifs nets identifiés.

Conformément à IFRS 11 "Partenariats", nous classons les partenariats en coentreprise. Selon les partenariats, Virbac exerce :

- un contrôle conjoint sur un partenariat lorsque les décisions concernant les activités pertinentes du partenariat requièrent le consentement unanime de Virbac et des autres parties partageant le contrôle ;
- une influence notable sur une entreprise associée lorsqu'elle détient le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle, sans toutefois pouvoir contrôler ou exercer un contrôle conjoint sur ces politiques.

Les coentreprises et les entreprises associées, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence conformément à la norme IAS 28 "Participations dans des entreprises associées et coentreprises".

Les états financiers consolidés au 30 juin 2021 regroupent les états financiers des sociétés que Virbac contrôle directement ou indirectement, de droit ou de fait. La liste des sociétés consolidées est présentée en note A32. Toutes les transactions réalisées entre les sociétés du Groupe ainsi que les profits internes sont éliminés dans les comptes consolidés.

Méthodes de conversion

■ Conversion des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées

Les valeurs immobilisées et les stocks acquis en devises sont convertis en monnaie fonctionnelle aux cours de change en vigueur à la date d'acquisition. L'ensemble des actifs et passifs monétaires libellés en devises est converti aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les gains et pertes de change qui en résultent sont enregistrés au compte de résultat.

■ Conversion des comptes des sociétés étrangères

En application de la norme IAS 21 "Effets des variations des cours des monnaies étrangères", chacune de nos entités comptabilise ses opérations dans sa monnaie fonctionnelle, monnaie la plus représentative de son environnement économique.

Nos états financiers consolidés sont présentés en euros. Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis selon les principes suivants :

- les postes du bilan sont convertis au taux en vigueur à la clôture de la période. L'écart de conversion résultant de l'application d'un taux de change différent sur les capitaux propres d'ouverture est porté en capitaux propres au bilan consolidé ;
- les comptes de résultat sont convertis au taux moyen de la période. L'écart de conversion résultant de l'application d'un taux de change différent du taux de bilan est porté en capitaux propres au bilan consolidé.

Utilisation d'estimations et hypothèses

La préparation des états financiers implique que le Groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence significative sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée.

Le contexte international actuel n'a pas changé les jugements significatifs exercés par le Groupe pour appliquer les méthodes comptables et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations. Ils sont décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

En complément, dans le cadre de l'information financière semestrielle et conformément à IAS 34, la charge d'impôt du Groupe a été déterminée sur la base du taux effectif d'imposition estimé au titre de l'exercice.

Le taux effectif d'imposition estimé au titre de l'exercice est déterminé sur la base des taux d'impôts qui seront applicables et des prévisions de résultat avant impôts des juridictions fiscales de Virbac.

A1. Goodwill

Évolution des goodwill par UGT

en k€	Valeur brute au 31/12/2020	Perte de valeur au 31/12/2020	Valeur comptable au 31/12/2020	Augmentations	Cessions	Perte de valeur	Écarts de conversion	Valeur comptable au 30/06/2021
États-Unis	54 297	-3 650	50 647	—	—	—	1 597	52 244
Chili	27 119	—	27 119	—	—	—	36	27 156
Nouvelle-Zélande	14 959	-154	14 805	—	—	—	-36	14 769
Inde	12 805	—	12 805	—	—	—	181	12 986
SBC	7 068	—	7 068	—	—	—	266	7 334
Danemark	4 643	—	4 643	—	—	—	—	4 643
Uruguay	3 877	—	3 877	—	—	—	126	4 003
Peptech	3 427	—	3 427	—	—	—	14	3 441
Australie	3 274	-312	2 962	—	—	—	—	2 962
Italie	1 585	—	1 585	—	—	—	—	1 585
Colombie	1 581	—	1 581	—	—	—	-70	1 511
Grèce	1 358	—	1 358	—	—	—	—	1 358
Vaccin leishmaniose	5 421	-5 421	—	—	—	—	—	—
Autres UGT	4 607	-1 722	2 885	—	—	—	1	2 885
Goodwill	146 021	-11 259	134 762	—	—	—	2 115	136 877

La variation de ce poste n'est liée qu'aux écarts de conversion de l'exercice.

A2. Immobilisations incorporelles

Variation des immobilisations incorporelles

en k€	Concessions, brevets, licences et marques		Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Immobilisations incorporelles
	Durée indéfinie	Durée finie			
Valeur brute au 31/12/2020	110 325	107 306	67 552	13 873	299 056
Acquisitions/Augmentations	1	—	481	6 216	6 698
Cessions/Sorties	—	—	-16	—	-16
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—
Transferts	-41	1 694	2 502	-4 312	-157
Écarts de conversion	973	594	235	241	2 043
Valeur brute au 30/06/2021	111 258	109 594	70 754	16 018	307 624
Dépréciations au 31/12/2020	-15 976	-78 715	-56 001	-733	-151 425
Dotations aux amortissements	—	-2 768	-2 293	—	-5 061
Dépréciations nettes	—	—	—	—	—
Cessions/Sorties	—	—	16	—	16
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—
Transferts	—	—	174	—	174
Écarts de conversion	—	-480	-164	-14	-658
Dépréciations au 30/06/2021	-15 976	-81 963	-58 268	-747	-156 954
Valeur nette au 31/12/2020	94 349	28 591	11 551	13 140	147 631
Valeur nette au 30/06/2021	95 282	27 631	12 486	15 271	150 670

Concessions, brevets, licences et marques

Le poste "Concessions, brevets, licences et marques" inclut :

- des droits relatifs aux brevets, savoir-faire et AMM nécessaires aux activités de production et de commercialisation du Groupe ;
- des marques ;
- des droits de distribution, des fichiers clients et autres droits sur des actifs incorporels.

Il se compose principalement des actifs incorporels issus d'acquisitions et traités conformément à la norme IAS 38, ainsi que des actifs acquis dans le cadre d'opérations de croissance externe au sens d'IFRS 3.

Au 30 juin 2021, le poste "Concessions, brevets, licences et marques" est constitué des éléments suivants :

Au 30 juin 2021

en k€	Date d'acquisition	Marques	Brevets et savoir-faire	AMM et droits d'enregistrement	Fichiers clients et autres	Total
Centrovét	2012	18 461	29 933		5 028	53 423
Uruguay : Santa Elena	2013	3 299	8 670			11 969
Inde : GSK	2006	10 199				10 199
Multimin	2011-2012	3 247	3 583			6 830
Schering-Plough Europe	2008	4 879	—	1 907		6 785
SBC	2015		3 598	2 115		5 713
Nouvelle-Zélande	2012	3 113	662		1 710	5 486
Australie : Fort Dodge	2010	1 526	454			1 979
Australie : Axon	2013	908	899			1 808
Colombie : Synthesis	2011	1 393		396		1 788
Peptech	2011	977				977
Autres		6 344	2 048	6 051	1 513	15 956
Total actifs incorporels		54 346	49 847	10 468	8 251	122 913

La classification des immobilisations incorporelles, selon la durée estimée de vie, résulte de l'analyse de tous les facteurs économiques et juridiques pertinents permettant de conclure qu'il y a ou qu'il n'y a pas de limite prévisible à la période au cours de laquelle on s'attend à ce que l'actif génère, pour l'entité, des entrées nettes de trésorerie. Les produits innovants ou différenciés en général, et les vaccins et autres actifs issus des biotechnologies en particulier, sont généralement classés en actifs incorporels à durée de vie indéfinie, après une analyse détaillée et avis des experts sur leur potentiel. Cette approche est fondée sur l'expérience passée de Virbac.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à des projets informatiques, dans plusieurs filiales du Groupe. Elles sont toutes à durée de vie définie. L'augmentation des postes "Autres immobilisations incorporelles" et "Immobilisations incorporelles en cours" à hauteur de 6,7 millions € est principalement liée aux investissements dans des projets informatiques réalisés par Virbac (société-mère) et aux États-Unis ainsi que des projets en cours de licences de distribution et d'autorisation de mise sur le marché.

La ligne "Transferts" matérialise la mise en service de ces projets.

A3. Dépréciation des actifs

Conformément à IAS 36, le Groupe réalise des tests de dépréciation des actifs attachés à chacune de ses UGT, une fois par an, indépendamment de l'existence d'indices de perte de valeur. Dans le cadre des clôtures semestrielles, le Groupe procède à l'examen d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs afin d'identifier d'éventuels indices de perte de valeur et réalise des tests de dépréciation lorsque des indices de perte de valeur sont reconnus.

Au 30 juin 2021, des tests de dépréciation ont été réalisés sur deux UGT affichant des indices de perte de valeur. Ces tests n'ont pas conduit le Groupe à constater une dépréciation dans les comptes consolidés résumés.

Les résultats des analyses de sensibilité sont présentés ci-dessous pour l'UGT la plus significative des deux :

en k€	Valeur nette comptable de l'UGT au 30/06/2021	Taux d'actualisation, combiné à un taux de croissance perpétuel nul, à partir duquel une dépréciation serait constatée
Chili	105 418	10,3%

A4. Immobilisations corporelles

Variation des immobilisations corporelles

en k€	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Immobilisations corporelles
Valeur brute au 31/12/2020	17 756	188 103	209 177	27 631	18 832	461 498
Acquisitions/Augmentations	—	2 733	4 094	820	4 329	11 976
Cessions/Sorties	-14	-70	-1 050	-525	-20	-1 679
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—
Transferts	-187	-8 550	-3 989	-21	-2 584	-15 331
Écarts de conversion	306	1 396	2 212	370	333	4 618
Valeur brute au 30/06/2021	17 861	183 611	210 444	28 274	20 891	461 081
Dépréciations au 31/12/2020	—	-103 239	-131 961	-20 482	—	-255 683
Dotations aux amortissements	—	-4 314	-6 191	-1 204	—	-11 709
Dépréciations nettes	—	—	—	—	—	—
Cessions/Sorties	—	66	910	522	—	1 499
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—
Transferts	—	7 280	5 261	151	—	12 691
Écarts de conversion	—	-452	-1 041	-249	—	-1 742
Dépréciations au 30/06/2021	—	-100 659	-133 022	-21 262	—	-254 944
Valeur nette au 31/12/2020	17 756	84 863	77 216	7 148	18 832	205 815
Valeur nette au 30/06/2021	17 861	82 952	77 421	7 012	20 891	206 137

Nous avons réalisé des investissements à hauteur de 12 millions € qui sont pour une grande partie situés en France avec des travaux d'agencement de nos bâtiments et des renouvellements de nos installations industrielles dans la continuité des projets démarrés en 2020. Dans les autres pays, les acquisitions sont situées au Vietnam avec l'extension de lignes de production, à Taïwan avec l'aménagement du nouveau laboratoire de R&D et aux États-Unis qui se sont dotés de nouveaux équipements industriels.

Suite à l'accord de cession de notre usine de production située à Magny-en-Vexin à Friulchem, notre partenaire *CMO (Contract manufacturing organization)*, les actifs concernés par cette opération ont été classés en actifs destinés à la vente (voir note A13) et sont reportés sur la ligne "Transferts" pour une valeur nette de 2,9 millions €.

La ligne "Cessions/sorties", dont la valeur nette représente 0,2 million €, concerne principalement des mises au rebut de matériels industriels obsolètes en France.

A5. Droits d'utilisation

Dans la présentation de nos états financiers, nous avons choisi d'isoler les droits d'utilisation résultant des contrats entrant dans le champ de la norme *IFRS 16* sur une ligne dédiée de l'état de la situation financière.

Les variations des droits d'utilisation au cours de l'exercice 2021 s'analysent comme suit :

en k€	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Matériel de transport	Matériel informatique hardware et software	Matériel bureautique et autres	Total
Valeur brute au 31/12/2020	30 814	3 284	12 013	3 141	672	49 923
Augmentations	5 230	71	2 941	59	240	8 542
Diminutions	-1 356	-27	-1 435	-108	-186	-3 112
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—
Transferts	—	—	—	—	—	—
Écarts de conversion	474	23	91	11	11	609
Valeur brute au 30/06/2021	35 162	3 350	13 610	3 103	737	55 962
Dépréciations au 31/12/2020	-7 834	-1 146	-5 865	-1 163	-413	-16 421
Dotations aux amortissements	-2 153	-368	-2 006	-477	-96	-5 100
Fin de contrats	1 118	27	1 206	108	202	2 661
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—
Transferts	-33	—	33	—	—	—
Écarts de conversion	-115	-8	-68	-2	-6	-199
Dépréciations au 30/06/2021	-9 018	-1 495	-6 701	-1 534	-313	-19 059
Valeur nette au 31/12/2020	22 980	2 138	6 148	1 978	259	33 502
Valeur nette au 30/06/2021	26 144	1 855	6 909	1 569	424	36 902

Les augmentations des droits d'utilisation sont liées aux nouveaux contrats signés au cours de la période, ou aux options de renouvellement entérinées par nos filiales au cours de la période. Ainsi, les principales hausses de l'exercice s'expliquent par la signature de deux nouveaux contrats immobiliers en France et en Suisse, ainsi que par les contrats relatifs à la flotte automobile sur l'ensemble du Groupe.

Les dotations aux amortissements de la période s'élèvent à 5,1 millions €.

Analyse de la charge de loyer résiduelle

Le tableau ci-dessous présente les loyers résultant de contrats de location non capitalisés en vertu des exemptions prévues par la norme :

en k€	Loyer résiduel
Loyers variables	-382
Loyers sur contrats court terme	-355
Loyers sur actifs de faible valeur	-474
Charge de loyer résiduelle	-1 211

A6. Autres actifs financiers

Variation des autres actifs financiers

en k€	2020.12	Augmentations	Diminutions	Transferts	Écarts de conversion	2021.06
Prêts et autres créances immobilisées	2 484	501	-207	—	28	2 806
Instruments dérivés de change et de taux	1	171	—	0	—	172
Trésorerie soumise à restriction	112	—	—	—	4	116
Autres	382	34	-256	—	12	172
Autres actifs financiers, non courant	2 979	706	-463	—	45	3 267
Prêts et autres créances immobilisées	5	317	-6	—	1	317
Instruments dérivés de change et de taux	7 390	—	-6 634	—	—	756
Trésorerie soumise à restriction	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers, courant	7 395	317	-6 640	—	1	1 073
Autres actifs financiers	10 374	1 023	-7 103	—	45	4 340

Les variations de la ligne "Prêts et autres créances immobilisées" concernent les retenues de garantie liées aux contrats d'affacturage.

La forte diminution des instruments dérivés de change et taux est liée à l'arrivée à échéance des *cross currency swaps* EUR/CLP dont la valorisation au 31 décembre 2020 était très positive à +6 290 k€.

Ces couvertures ont été renouvelées en juin 2021. La valorisation de ces nouvelles couvertures est négative à -454 k€ au 30 juin 2021.

Autres actifs financiers classés selon leur échéance

Au 30 juin 2021

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Prêts et autres créances immobilisées	317	2 806	—	3 123
Instruments dérivés de change et de taux	756	172	—	928
Trésorerie soumise à restriction	—	116	—	116
Autres	—	172	—	172
Autres actifs financiers	1 073	3 267	—	4 340

Au 31 décembre 2020

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Prêts et autres créances immobilisées	5	2 484	—	2 489
Instruments dérivés de change et de taux	7 390	1	—	7 391
Trésorerie soumise à restriction	—	112	—	112
Autres	—	382	—	382
Autres actifs financiers	7 395	2 979	—	10 374

A7. Participations consolidées par mise en équivalence

Information relative aux sociétés mises en équivalence

en k€	Comptes individuels des sociétés mises en équivalence				Comptes consolidés	
	Total bilan	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat net	Capitaux propres	Résultat
AVF Animal Health Co Ltd	N.D	N.D	—	—	3 447	96
Participations comptabilisées par mise en équivalence					3 447	96

L'impact des sociétés mises en équivalence n'étant pas jugé significatif sur nos comptes, l'information requise par IFRS 12 se limite aux éléments ci-dessus.

A8. Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 qui autorise sous certaines conditions la compensation des dettes et créances d'impôt, les impôts différés actifs et passifs ont été compensés par entité fiscale.

L'impact des variations futures du taux d'impôt en France (baisse progressive jusqu'à 25% en 2022) a été pris en considération dans le calcul de la charge d'impôt différé.

Variation des impôts différés

en k€	2020.12	Variations	Transferts	Écarts de conversion	2021.06
Impôts différés actifs	27 517	4 064	62	169	31 812
Impôts différés passifs	44 097	-348	—	220	43 969
Impôts différés compensés	-16 580	4 412	62	-51	-12 157

La variation des impôts différés présentée ci-dessus inclut, pour -216 k€, l'impôt différé sur la part efficace des profits et pertes sur instruments de couverture comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

A9. Stocks et travaux en cours

en k€	Matières premières et approvisionnements	En-cours de production	Produits finis et marchandises	Stocks et travaux en cours
Valeur brute au 31/12/2020	69 866	17 075	138 803	225 745
Variations	9 948	-45	16 491	26 394
Mouvements de périmètre	—	0	—	—
Transferts	-2 190	-97	—	-2 287
Écarts de conversion	830	14	2 678	3 522
Valeur brute au 30/06/2021	78 454	16 948	157 971	253 374
Dépréciations au 31/12/2020	-3 653	-1 281	-9 772	-14 707
Dotations	-1 920	-811	-6 026	-8 757
Reprises	2 768	1 282	5 789	9 839
Mouvements de périmètre	—	—	—	—
Transferts	-53	—	53	—
Écarts de conversion	-43	—	-186	-229
Dépréciations au 30/06/2021	-2 900	-811	-10 142	-13 853
Valeur nette au 31/12/2020	66 213	15 794	129 031	211 037
Valeur nette au 30/06/2021	75 556	16 137	147 829	239 520

Hors effet de change et de périmètre, les stocks nets augmentent de 25,2 millions €. Cette évolution s'explique principalement par les effets conjoints de l'augmentation de l'activité constatée sur le semestre, la constitution de stocks pour le lancement de nouveaux produits en 2021, et de stocks de sécurité notamment dans des sites de production tels qu'en France, aux États-Unis et en Australie, certains liés à la crise pandémique de la Covid-19.

Les stocks de notre site de production de Magny-en-Vexin ont été classés en actifs destinés à la vente (voir note A13) et sont reportés sur la ligne "Transferts" pour une valeur nette de 2,3 millions €.

A10. Créances clients

en k€	Créances clients
Valeur brute au 31/12/2020	104 584
Variations	35 468
Mouvements de périmètre	—
Transferts	—
Écarts de conversion	1 208
Valeur brute au 30/06/2021	141 260
Dépréciations au 31/12/2020	-2 891
Dotations	-224
Reprises	829
Mouvements de périmètre	—
Transferts	—
Écarts de conversion	-8
Dépréciations au 30/06/2021	-2 294
Valeur nette au 31/12/2020	101 693
Valeur nette au 30/06/2021	138 966

Le poste des créances clients nettes est en augmentation de 37,3 millions €. Cette augmentation est essentiellement due à une plus forte activité sur le premier semestre 2021 qu'au deuxième semestre 2020. Les variances les plus significatives se constatent notamment en Australie (+7,9 millions €), en France (+5,0 millions €), aux États-Unis (+4,1 millions €), ainsi qu'en Inde, au Brésil et au Chili. Les écarts de conversion impactent légèrement le poste à la hausse pour 1,2 million €.

À noter que les créances déconsolidées car cédées dans le cadre de contrats d'affacturage s'élèvent à 22,8 millions € au 30 juin 2021 (contre 19,5 millions € au 31 décembre 2020).

Le risque de crédit des créances clients et autres débiteurs est présenté en note A30.

A11. Autres débiteurs

en k€	2020.12	Variations	Transferts	Écarts de conversion	2021.06
Créance d'impôt sur le résultat	6 033	499	—	164	6 696
Créances sociales	736	-123	—	9	622
Autres créances sur l'État	32 473	764	—	228	33 465
Avances et acomptes sur commandes	1 645	1 524	—	35	3 204
Dépréciations des autres créances diverses	—	—	—	—	—
Charges constatées d'avance	5 681	3 951	-283	92	9 441
Autres créances diverses	21 187	-5 089	5	298	16 401
Autres débiteurs	67 755	1 526	-278	826	69 829

La baisse des "Autres créances diverses" correspond principalement à l'extourne d'un produit à recevoir (indemnités d'assurance) de 3,6 millions € en France et à des créances envers une société d'affacturage en Australie pour 1,8 million €.

Les charges constatées d'avance, qui augmentent de 3,9 millions €, concernent principalement des contrats de maintenance informatique annuels qui ont démarré en fin d'année 2020 ou début 2021 en France et aux États-Unis sur des services constatés qui ont une base annuelle.

A12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

en k€	2020.12	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2021.06
Disponibilités	120 761	-11 390	—	—	932	110 303
Valeurs mobilières de placement	61 130	12 077	—	—	890	74 096
Trésorerie et équivalents de trésorerie	181 890	686	—	—	1 822	184 399
Concours bancaires courants	-2 306	1 921	—	—	—	-384
Intérêts courus non échus passifs	-18	2	—	—	—	-16
Trésorerie passive	-2 324	1 924	—	—	—	-400
Trésorerie nette	179 567	2 610	—	—	1 822	183 999

La hausse des valeurs mobilières de placement concerne une de nos filiales qui dispose de 69 970 k€ de dépôts à terme inférieurs à trois mois à la fin juin 2021.

A13. Actifs destinés à être cédés et passifs afférents aux actifs destinés à être cédés

Suite à la décision de céder le site de production de Magny-en-Vexin, la norme *IFRS 5* s'applique, eu égard aux critères définis dans le paragraphe 2 :

- les actifs sont disponibles pour une vente immédiate ;
- la cession est hautement probable (la vente a été réalisée le 1^{er} juillet) ;
- la valeur comptable est recouvrée par la cession plutôt que par leur utilisation.

Les actifs destinés à être cédés et les passifs afférents à ces actifs sont présentés de façon distincte à l'actif et au passif de l'état de la situation financière.

L'activité cédée ne répond pas aux critères d'activité abandonnée tel que défini par *IFRS 5*.

en k€	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles (terrain, constructions, agencements et installations techniques)	2 902
Stocks de matières premières et semi-finis	2 287
Dépréciations des actifs destinés à être cédés	-452
Économie d'impôt sur actifs destinés à être cédés	128
Actifs destinés à être cédés (nets d'impôts)	4 865
Passifs sociaux	536
Autres engagements de dépenses pris par Virbac	186
Économie d'impôt sur passifs afférents aux actifs destinés à être cédés	-53
Passifs afférents aux actifs destinés à être cédés (nets d'impôts)	669
Valeur totale	4 196

A14. Autres provisions

en k€	2020.12	Dotations	Reprises	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2021.06
Litiges commerciaux ou prud'homaux	4 206	1 323	-2 557	—	107	8	3 087
Provisions à caractère fiscal	2 065	56	—	—	-107	91	2 105
Risques et charges divers	2 183	143	-523	—	—	—	1 804
Autres provisions, non courant	8 454	1 522	-3 080	—	—	99	6 995
Litiges commerciaux ou prud'homaux	547	287	-12	—	—	10	832
Provisions à caractère fiscal	—	—	—	—	—	—	—
Risques et charges divers	473	186	-335	—	-186	1	139
Autres provisions, courant	1 021	473	-347	—	-186	10	972
Autres provisions	9 475	1 995	-3 426	—	-186	109	7 967

Dans le cadre du litige avec un concurrent et des deux instances en contrefaçon et concurrence déloyale actuellement en cours à l'échelle nationale et à l'échelle européenne, nous avons revu le montant des provisions reconnues dans nos comptes (voir les événements significatifs de la période).

Les provisions à caractère fiscal sont destinées à faire face aux conséquences financières des contrôles fiscaux dans le Groupe.

Les provisions figurant dans la colonne "Transferts" pour un montant de 186 k€ correspondent aux autres engagements de dépenses pris par Virbac dans le cadre de la cession de Magny-en-Vexin. Ils ont été classés en Passifs afférents aux actifs destinés à être cédés (voir note A13).

Les provisions devenues sans objet sur la période, soit par une consommation conforme à l'objet initial, soit par une extinction du risque, ont été reprises.

Passifs éventuels

Virbac et ses filiales sont parfois impliqués dans des contentieux, ou d'autres procédures légales, généralement liées à des litiges relatifs aux droits de propriété intellectuelle, des litiges en matière de droit de la concurrence et en matière fiscale. Chaque situation est analysée au regard d'IAS 37 ou au regard d'IFRIC 23, lorsqu'il s'agit d'incertitude relative au traitement des impôts. Aucune provision n'est constituée lorsque la société considère que le passif est éventuel, et une information est donnée en annexe.

C'est le cas en particulier d'une demande faite courant 2014 par un concurrent du Groupe en réparation d'un prétendu préjudice relatif à un brevet d'utilisation. Le risque de sortie de ressources ayant été jugé très faible par le management, aucune provision n'avait été comptabilisée. Au cours du premier semestre 2021, une décision de justice favorable à Virbac a été prononcée, entraînant l'extinction de l'action.

A15. Obligation locative

Variation des obligations locatives

en k€	2020.12	Nouveaux contrats et renouvellements	Remboursements et résiliations	Transferts	Écarts de conversion	2021.06
Obligation locative - Non courant	26 803	6 791	-246	-3 819	358	29 887
Obligation locative - Courant	7 968	1 822	-5 045	3 819	78	8 642
Obligation locative	34 771	8 613	-5 291	—	436	38 529

Échéancier des obligations locatives

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Obligation locative - Non courant	—	19 783	10 104	29 887
Obligation locative - Courant	8 642	—	—	8 642
Obligation locative	8 642	19 783	10 104	38 529

Information liée aux activités de financement

en k€	2020.12	Flux de trésorerie		Variations sans impact trésorerie			2021.06
		Remboursements	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Écarts de conversion	
Obligation locative	34 771	-4 767	8 542	-452	—	436	38 529
Obligation locative	34 771	-4 839	8 542	-380	—	436	38 529

Les diminutions correspondent aux résiliations anticipées qui ne génèrent pas de sortie de trésorerie.

L'augmentation de la dette provient essentiellement des nouveaux contrats immobiliers ainsi que des nouveaux contrats relatifs au parc de véhicules mentionnés dans la note A5.

À noter que l'amendement à IFRS 16 n'a pas eu d'impact sur nos comptes consolidés. En effet aucune de nos filiales n'a bénéficié d'exemption ou de report de loyer dans le cadre de la pandémie de Covid-19.

A16. Autres passifs financiers
Variation des autres passifs financiers

en k€	2020.12	Augmentations	Diminutions	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2021.06
Emprunts	50 594	5 072	-670	—	-39 848	626	15 774
Participation	12	2	—	—	—	—	15
Instruments dérivés de change et de taux	1 078	—	-651	—	—	—	427
Autres	—	—	—	—	—	—	—
Autres passifs financiers - non courant	51 684	5 074	-1 321	—	-39 848	626	16 216
Emprunts	27 725	25 834	-21 004	—	39 848	-4	72 399
Concours bancaires	2 306	—	-1 921	—	—	—	385
Intérêts courus non échus passifs	18	—	-2	—	—	—	16
Participation	814	434	-647	—	—	19	620
Instruments dérivés de change et de taux	1 158	565	—	—	—	—	1 723
Autres	—	—	—	—	—	—	—
Autres passifs financiers - courant	32 021	26 833	-23 574	—	39 848	15	75 143
Autres passifs financiers	83 705	31 908	-24 895	—	—	641	91 359

Au 30 juin 2021, notre endettement net s'élève à -54,5 millions €, contre -63,4 millions € à fin 2020. Cette légère hausse de la dette nette de près de 9 millions € s'explique principalement par le profil de génération de trésorerie du groupe qui intervient essentiellement sur la deuxième partie de l'année en raison d'une certaine saisonnalité (liée par exemple au paiement des remises arrières annuelles sur le premier semestre). Cette saisonnalité a été accentuée en 2021 par le paiement des dividendes ainsi que par une forte augmentation de notre besoin en fonds de roulement liée à l'augmentation du chiffre d'affaires ainsi qu'à la mise en place de stocks de sécurité.

Virbac dispose toujours de trois financements dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- un crédit syndiqué de 420 millions €, tirable en euros et en dollars auprès d'un pool de banques, remboursable *in fine* et de maturité initiale avril 2021, prorogé jusqu'au 9 avril 2022 ;
- des contrats désintermédiés (*Schuldschein*) en euros et en dollars pour un total de 21,7 millions €, composés de trois tranches, de maturité avril 2022 et avril 2025, à taux fixe ;
- des contrats de financement avec Bpifrance, pour 18,9 millions €, amortissables et de maturité novembre 2023 et septembre 2024.

Au 30 juin 2021, la position des financements est la suivante :

- le contrat syndiqué est tiré à hauteur de 25 millions US\$;
- les contrats désintermédiés s'élevaient à 15 millions € et 8 millions US\$;
- les financements Bpifrance se montent à 18,9 millions €.

Ces financements sont assortis d'une clause de respect d'un *covenant* financier qui nous impose de respecter des ratios financiers calculés sur la base des comptes consolidés et correspondant à l'endettement net consolidé¹ pour la période considérée sur l'*Ebitda* consolidé² pour cette même période de test.

Au 30 juin 2021, nous respectons les clauses de ratio financier puisque ce dernier s'établit à -0,21, le situant ainsi sous la limite du *covenant* financier contractuel qui s'élève à 4,25.

¹ Pour le calcul du *covenant*, l'endettement net consolidé désigne la somme des autres passifs financiers courants et non courants, à savoir les postes suivants : emprunts, concours bancaires, intérêts courus non échus passifs, dettes relatives aux contrats de location, participation, instruments dérivés de taux et de change, et autres ; diminuée du montant des postes suivants : trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes de dépôts à terme, et des instruments dérivés de change et de taux actifs tels qu'ils apparaissent dans les comptes consolidés.

² L'*Ebitda* consolidé désigne le résultat d'exploitation des douze derniers mois (celui des six derniers mois de 2020 plus celui du premier semestre 2021), majoré des dotations aux amortissements et provisions nettes de reprises et les dividendes reçus de filiales non consolidées.

Autres passifs financiers classés selon leurs échéances

Au 30 juin 2021

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Emprunts	72 400	15 775	—	88 175
Concours bancaires	384	—	—	384
Intérêts courus non échus passifs	16	—	—	16
Participation	620	14	—	634
Instruments dérivés de change et de taux	1 723	426	—	2 149
Autres	—	—	—	—
Autres passifs financiers	75 143	16 216	—	91 359

Au 31 décembre 2020

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Emprunts	27 725	50 594	—	78 319
Concours bancaires	2 306	—	—	2 306
Intérêts courus non échus passifs	18	—	—	18
Participation	814	12	—	826
Instruments dérivés de change et de taux	1 158	1 078	—	2 236
Autres	—	—	—	—
Autres passifs financiers	32 021	51 684	—	83 705

Information liée aux activités de financement

en k€	2020.12	Flux de trésorerie		Variations sans impact trésorerie			2021.06
		Émissions	Remboursements	Juste valeur	Reclassements	Écarts de conversion	
Emprunts non courants	50 594	5 072	-669	—	-39 848	626	15 775
Emprunts courants	27 725	25 834	-21 004	—	39 848	-4	72 399
Participation	826	436	-647	—	—	19	634
Instruments dérivés de change et de taux	2 235	—	—	-86	—	—	2 149
Autres	—	—	—	—	—	—	—
Autres passifs financiers	81 380	31 343	-22 320	-86	—	641	90 959

A17. Autres créditeurs

en k€	2020.12	Variations	Transferts	Écarts de conversion	2021.06
Dettes d'impôt sur le résultat	—	—	—	—	—
Dettes sociales	—	—	—	—	—
Autres dettes fiscales	—	—	—	—	—
Avances et acomptes reçus sur commandes	—	—	—	—	—
Produits constatés d'avance	1 286	-18	-141	23	1 149
Autres dettes diverses	1 905	-15	—	98	1 989
Autres créditeurs - non courant	3 191	-33	-141	121	3 138
Dettes d'impôt sur le résultat	18 812	3 231	181	49	22 273
Dettes sociales	51 841	-4 393	-278	395	47 565
Autres dettes fiscales	11 289	1 095	—	84	12 468
Avances et acomptes reçus sur commandes	332	1 077	—	31	1 439
Produits constatés d'avance	1 149	70	141	9	1 368
Autres dettes diverses	82 003	-15 202	-12	780	67 570
Autres créditeurs - courant	165 425	-14 123	33	1 347	152 682
Autres créditeurs	168 616	-14 156	-108	1 468	155 821

La ligne "Autres dettes diverses", qui constitue la principale cause de diminution du poste "Autres créditeurs", comprend en grande majorité des passifs sur des contrats conclus avec des clients. Cette diminution de ce poste est principalement liée au paiement des remises de fin d'année 2020.

Le tableau ci-dessous détaille la typologie des passifs sur contrats :

en k€	2020.12	Variations	Transferts	Écarts de conversion	2021.06
Avances et acomptes reçus sur commandes	332	1 077	—	31	1 439
Clients - avoirs à établir	76 500	-15 736	—	658	61 422
Passifs clients	76 832	-14 659	—	689	62 861

Les avoirs à établir résultent très majoritairement des changements d'estimation du prix de la transaction, la plupart des filiales du Groupe accordant des remises de fin d'année aux clients, dont le montant est conditionné par l'atteinte d'objectifs de ventes. La variation de 15,7 millions € correspond exclusivement aux paiements des remises de fin d'année réalisés au cours du premier semestre en France.

A18. Dettes fournisseurs

en k€	2020.12	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2021.06
Dettes fournisseurs courants	96 539	14 136	—	—	1 132	111 807
Dettes fournisseurs d'immobilisations incorporelles	4 586	-2 734	—	—	—	1 852
Dettes fournisseurs d'immobilisations corporelles	4 129	260	—	—	8	4 397
Dettes fournisseurs	105 254	11 662	—	—	1 140	118 056

Ce poste s'établit à 118,1 millions € au 30 juin 2021, contre 105,3 millions € à fin 2020. L'augmentation des dettes sur fournisseurs courants est liée à la croissance de l'activité, ainsi qu'une hausse des achats de matières premières effectués pour reconstituer des stocks de sécurité en raison de la crise pandémique. Cette évolution est compensée par la diminution des dettes sur fournisseurs d'immobilisations suite au démarrage en fin d'année 2020 d'un grand nombre de projets d'investissement.

A19. Revenu des activités ordinaires

en k€	2021.06	2020.06	Variation
Ventes de produits finis et de marchandises	604 264	549 434	10,0%
Prestations de services	367	8	4284,4%
Produits annexes de l'activité	1 461	895	63,2%
Redevances perçues	203	207	-1,6%
Chiffre d'affaires brut	606 295	550 545	10,1%
Rabais, remises, ristournes sur ventes	-62 348	-59 061	5,6%
Charges en déduction des ventes	-11 145	-9 302	19,8%
Escomptes de règlement	-2 517	-3 559	-29,3%
Provisions pour retour	-872	-315	176,6%
Charges en déduction du chiffre d'affaires	-76 881	-72 237	6,4%
Revenu des activités ordinaires	529 414	478 308	10,7%

Les charges présentées en déduction du chiffre d'affaires sont principalement constituées des éléments suivants :

- montants versés au titre des contrats de coopération commerciale (actions de communication, fourniture de statistiques...);
- coût des opérations commerciales (y compris les programmes de fidélité) dont le montant est directement lié au chiffre d'affaires généré.

Les provisions pour retour des clients sont calculées selon une méthode statistique, en fonction des retours observés historiquement.

Évolution

Au 30 juin 2021, notre chiffre d'affaires consolidé s'élève à 529,4 millions € contre 478,3 millions € sur le premier semestre 2020, marquant ainsi une hausse de 10,7% à taux de change réels, et une hausse de 14,0% à taux constants. À taux et périmètre constants (hors Sentinel[®]), la croissance s'élève à 21,3%.

À noter que le montant des ventes que nous avons réalisées au 30 juin 2021 avec les produits reçus gratuitement dans le cadre de la transaction avec Elanco s'élève à 3,3 millions €.

L'évolution du revenu des activités ordinaires par segment et par zone géographique est détaillée dans le rapport d'activité.

A20. Achats consommés

en k€	2021.06	2020.06	Variation
Achats stockés	-186 353	-155 387	19,9%
Achats non-stockés	-12 175	-11 279	7,9%
Frais accessoires sur achats	-2 364	-1 851	27,7%
Rabais, remises, ristournes obtenus	313	385	-18,7%
Achats	-200 579	-168 133	19,3%
Variation des stocks bruts	27 158	11 305	140,2%
Dotations aux dépréciations de stocks	-9 521	-7 806	22,0%
Reprises des dépréciations de stocks	9 839	8 721	12,8%
Variation nette des stocks	27 476	12 220	124,8%
Achats consommés	-173 103	-155 912	11,0%

La hausse des achats est constatée principalement en France et en Inde, notamment afin de limiter les risques de ruptures de stocks et de sécuriser les ventes à venir, dans le cadre de la situation liée à la Covid-19.

La variation des stocks s'explique par les effets conjoints de l'augmentation de l'activité constatée sur le semestre, la constitution de stocks pour le lancement de nouveaux produits en 2021, et de stocks de sécurité notamment dans des sites de production tels qu'en France, aux États-Unis et en Australie, certains liés à la crise pandémique de la Covid-19.

A21. Charges externes

Les charges externes sont en augmentation de 21,4% à taux réels par rapport à l'année 2020. Cette augmentation s'explique par un effet de base, avec des réductions de dépenses importantes lancées ou subies par le Groupe en réponse à la crise pandémique de la Covid-19 au premier semestre 2020, ainsi qu'un recours plus élevé à la sous-traitance afin de soutenir le niveau d'activité élevé du premier semestre.

A22. Amortissements, dépréciations et provisions

en k€	2021.06	2020.06	Variation
Dotations d'amortissements d'immobilisations incorporelles ¹	-2 838	-2 603	9,0%
Dotations de dépréciations d'immobilisations incorporelles	—	—	—
Dotations d'amortissements d'immobilisations corporelles	-11 709	-12 250	-4,4%
Dotations de dépréciations d'immobilisations corporelles	-452	—	—
Dotations d'amortissements des droits d'utilisation	-5 100	-4 986	2,3%
Reprises d'amortissements d'immobilisations incorporelles	—	—	—
Reprises de dépréciation d'immobilisations incorporelles	—	—	—
Reprises d'amortissements d'immobilisations corporelles	—	—	—
Reprises de dépréciations d'immobilisations corporelles	—	462	—
Amortissements et dépréciations	-20 098	-19 377	3,7%
Dotations de provisions pour risques et charges	-1 995	-950	109,9%
Reprises de provisions pour risques et charges	3 034	1 309	131,9%
Provisions	1 039	358	190,0%
Dépréciations et provisions	-19 059	-19 019	0,2%

¹ Hors dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions.

Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions

en k€	2021.06	2020.06
États-Unis : Sentinel®	—	-4 103
Centrovét	-1 076	-1 040
Schering-Plough Europe	-477	-539
Multimin	-263	-248
Nouvelle-Zélande	-208	-198
Uruguay : Santa Elena	-67	-74
Australie : Axon	-63	-59
Colombie : Synthesis	-44	-48
SBC	-25	-29
Amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-2 223	-6 338

La diminution de ce poste est principalement liée aux actifs Sentinel® qui ont cessé d'être amortis dès lors qu'ils ont été cédés le 1^{er} juillet 2020.

A23. Autres produits et charges courants

en k€	2021.06	2020.06	Variation
Redevances payées	-1 856	-1 757	5,6%
Subventions perçues ou à recevoir (dont CIR)	5 092	5 093	—%
Dotations des dépréciations de créances	-224	-114	96,5%
Reprises des dépréciations de créances	829	263	215,2%
Pertes sur créances	-80	-19	321,1%
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	-161	-435	-63,0%
Produits de cessions d'éléments d'actif	403	233	73,0%
Autres produits et charges	3 829	-86	-4552,3%
Autres produits et charges courants	7 833	3 179	146,4%

Le montant des crédits d'impôt comptabilisés en subventions s'élève à 4 954 k€ au 30 juin 2021.

Le produit de 4,0 millions € reçu en avril 2021 de Elanco est inclus dans cette ligne. Il s'agit du premier versement sur les 7 millions € qu'Elanco s'est engagé à nous verser, en compensation de la poursuite par Virbac des projets de développement.

A24. Autres produits et charges non courants

Au 30 juin 2021, aucune charge ou produit non courant n'a été comptabilisé.

Pour mémoire, ce poste était composé des éléments suivants au 30 juin 2020 :

en k€	2020.06
Coûts relatifs à l'opération de cession des actifs Sentinel®	-594
Perte de valeur de l'UGT Vaccin leishmaniose	-4 786
Autres produits et charges non courants	-5 380

A25. Produits et charges financiers

en k€	2021.06	2020.06	Variation
Coût de l'endettement financier brut	-3 619	-6 589	-45,1%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1 042	996	4,5%
Coût de l'endettement financier net	-2 578	-5 593	-53,9%
Gains et pertes de change	8 112	-6 960	-216,5%
Variation des instruments dérivés de change	-7 094	3 919	-281,0%
Autres charges financières	-109	-74	48,0%
Autres produits financiers	59	44	36,2%
Autres produits et charges financiers	968	-3 071	-131,5%
Produits et charges financiers	-1 610	-8 663	-81,4%

Depuis l'application de la norme *IFRS 16* au 1^{er} janvier 2019, le coût de l'endettement financier comprend les charges d'intérêts sur les passifs locatifs qui s'élevaient à 773 k€ au 30 juin 2021.

La baisse du coût de l'endettement net de 3,0 millions € est liée à la forte diminution de l'endettement brut, dont une grande partie a été possible grâce à l'encaissement du produit de cession de Sentinel[®], nous permettant de rembourser nos financements bancaires.

Le résultat de change du Groupe s'est nettement amélioré par rapport à 2020, du fait de la relative stabilité du CLP face à l'EUR et l'USD sur le premier semestre 2021 contre une dépréciation du CLP sur le premier semestre 2020 mais également du fait d'une forte réduction des expositions non couvertes dont l'exposition EUR/CLP de Virbac et l'exposition CLP/USD de notre filiale chilienne. À noter qu'il n'y a pas d'impact sur le résultat de change net du Groupe relatif à l'arrivée à échéance du *cross currency swap* EUR/CLP renouvelé par *swap* de change.

A26. Impôt sur le résultat

Conformément à *IAS 34*, dans les comptes intermédiaires au 30 juin 2021, la charge d'impôt a été déterminée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux d'imposition effectif moyen annuel estimé pour l'exercice 2021.

Impôt non courant sur le résultat

Aucun élément n'a été reconnu en impôt non courant sur le résultat au cours de la période.

A27. Passage du résultat net au résultat net courant

Le résultat net courant correspond au résultat net retraité des éléments suivants :

- le poste "Autres produits et charges non courants" dont le détail est présenté dans la note A24 ;
- l'impôt non courant, qui comprend l'impact fiscal des "Autres produits et charges non courants", ainsi que tous les produits et charges fiscaux non récurrents.

Aucun élément n'ayant été constaté en résultat non courant au cours du premier semestre 2021, le résultat net courant du premier semestre 2021 se présente comme suit :

en k€	Résultat IFRS	Dépréciations d'actifs	Coûts de restructuration	Cession d'actifs	Impôt non courant	Résultat net courant
Revenu des activités ordinaires	529 414	—	—	—	—	529 414
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	105 331	—	—	—	—	105 331
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-2 223	—	—	—	—	-2 223
Résultat opérationnel courant	103 108	—	—	—	—	103 108
Autres produits et charges non courants	—	—	—	—	—	—
Résultat opérationnel	103 108	—	—	—	—	103 108
Produits et charges financiers	-1 610	—	—	—	—	-1 610
Résultat avant impôt	101 498	—	—	—	—	101 498
Impôt sur le résultat	-27 162	—	—	—	—	-27 162
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	96	—	—	—	—	96
Résultat de la période	74 432	—	—	—	—	74 432

Pour mémoire, le résultat net courant au 30 juin 2020 se présentait comme suit :

en k€	Résultat IFRS	Dépréciations d'actifs	Coûts de restructuration	Autres éléments	Impôt non courant	Résultat net courant
Revenu des activités ordinaires	478 308	—	—	—	—	478 308
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	85 472	—	—	—	—	85 472
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-6 337	—	—	—	—	-6 337
Résultat opérationnel courant	79 135	—	—	—	—	79 135
Autres produits et charges non courants	-5 380	4 786	—	594	—	—
Résultat opérationnel	73 755	4 786	—	594	—	79 135
Produits et charges financiers	-8 663	—	—	—	—	-8 663
Résultat avant impôt	65 092	4 786	—	594	—	70 471
Impôt sur le résultat	-15 672	-1 532	—	—	—	-17 204
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	303	—	—	—	—	303
Résultat de la période	49 722	3 253	—	594	—	53 570

A28. Résultat par action

	2021.06	2020.06
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	72 707 286 €	47 155 496 €
Nombre total d'actions	8 458 000	8 458 000
Impact des instruments dilutifs	0	0
Nombre d'actions d'autocontrôle	14 800	22 391
Nombre d'actions en circulation	8 443 200	8 439 609
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, par action	8,61 €	5,59 €
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, dilué par action	8,61 €	5,59 €

Actions d'autocontrôle

Virbac détient des actions propres destinées essentiellement à alimenter les plans d'attribution d'actions de performance, ainsi que le contrat d'animation du titre. Le montant de ces actions propres est comptabilisé en réduction des capitaux propres.

Au 30 juin 2021, le nombre d'actions propres détenu par le Groupe s'élève à 14 800 actions (contre 22 391 au 30 juin 2020), pour un montant de 2 901 k€.

A29. Information sectorielle

Conformément à la norme *IFRS 8*, nous fournissons une information sectorielle telle qu'utilisée en interne par le comité de direction Groupe qui constitue désormais le Principal décideur opérationnel (PDO) suite au changement de gouvernance opéré en décembre 2020.

Notre niveau d'information sectorielle est le secteur géographique. La ventilation par zone géographique est faite sur sept secteurs, selon l'implantation de nos actifs :

- France ;
- Europe (hors France) ;
- Amérique latine ;
- Amérique du Nord ;
- Asie ;
- Pacifique ;
- Afrique & Moyen-Orient.

Nos activités opérationnelles sont organisées et gérées séparément suivant la nature des marchés.

Il existe deux segments marketing qui sont les animaux de compagnie et les animaux de production mais ces derniers ne peuvent pas être considérés comme un niveau d'information sectorielle pour les raisons énumérées ci-après :

- nature des produits : la plupart des segments thérapeutiques sont communs aux animaux de compagnie et aux animaux de production (antibiotiques, antiparasitaires...) ;
- procédés de fabrication : les chaînes de production sont communes aux deux segments et il n'y a pas de différenciation significative des sources d'approvisionnement ;
- type ou catégorie de clients : la distinction se fait entre secteur éthique (vétérinaires) et *OTC (Over the counter)* ;
- organisation interne : nos structures de gestion sont organisées par zones géographiques. Il n'existe pas, au niveau Groupe, de responsabilité par segment de marché ;
- méthodes de distribution : les principaux canaux de distribution dépendent plus du pays que du segment marketing. Les forces de vente peuvent être, dans certains cas, communes aux deux segments de marché ;
- nature de l'environnement réglementaire : les organismes autorisant la mise sur le marché sont identiques quel que soit le segment.

Dans l'information présentée ci-dessous, les secteurs correspondent donc aux zones géographiques (zones d'implantation de nos actifs). Les résultats de la zone France incluent les frais de siège et une part importante de nos frais de recherche et développement.

Au 30 juin 2021

en k€	France	Europe (hors France)	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie	Pacifique	Afrique & Moyen-Orient	Total
Revenu des activités ordinaires	91 968	142 346	80 529	59 025	90 920	50 073	14 551	529 414
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	30 326	17 413	17 959	38	20 879	16 263	2 452	105 331
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	21 389	12 848	9 677	-289	16 254	11 148	1 680	72 707
Intérêts non contrôlés	1	—	1 724	—	—	—	—	1 725
Résultat de l'ensemble consolidé	21 390	12 848	11 401	-289	16 254	11 148	1 680	74 432

en k€	France	Europe (hors France)	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie	Pacifique	Afrique & Moyen-Orient	Total
Actifs par zone	762 170	67 690	216 065	-142 983	168 956	110 264	10 979	1 193 140
Investissements incorporels	5 226	45	9	1 232	183	1	1	6 698
Investissements corporels	5 404	329	981	951	3 950	346	15	11 976

Aucun client ne réalise plus de 10% du chiffre d'affaires.

Les intérêts non contrôlés correspondent quasi exclusivement à la contribution des entités chiliennes (groupe HSA), que nous détenons à hauteur de 51%.

Le résultat de la France inclut l'indemnité reçue dans le cadre de l'acquisition des actifs auprès d'Elanco.

Les actifs de la France incluent les actifs destinés à être cédés dans le cadre de la cession du site de Magny-en-Vexin.

Au 30 juin 2020

en k€	France	Europe (hors France)	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie	Pacifique	Afrique & Moyen-Orient	Total
Revenu des activités ordinaires	74 382	121 055	78 614	77 118	73 290	12 417	41 432	478 308
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	20 961	10 004	17 435	11 770	12 822	2 013	10 467	85 472
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	11 203	7 260	7 159	2 342	10 862	1 361	6 969	47 155
Intérêts non contrôlés	1	—	2 567	-1	—	—	—	2 567
Résultat de l'ensemble consolidé	11 204	7 260	9 726	2 341	10 862	1 361	6 969	49 722

en k€	France	Europe (hors France)	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie	Pacifique	Afrique & Moyen-Orient	Total
Actifs par zone	682 968	68 613	201 987	150 357	139 796	6 808	87 287	1 337 817
Investissements incorporels	2 832	109	22	280	40	—	1	3 283
Investissements corporels	3 392	66	630	860	1 886	105	284	7 224

A30. Gestion du risque de crédit

Au regard des risques sur les créances clients que pouvait générer la crise pandémique de Covid-19, Virbac a analysé les indicateurs de perte de valeur des créances clients, tels que notamment la répartition des créances brutes en fonction de leur ancienneté et le montant des créances douteuses. Depuis le début de la crise sanitaire, nous n'avons pas identifié d'élément démontrant une augmentation significative du risque de crédit.

Les états suivants présentent la ventilation des créances clients selon leurs échéances :

Au 30 juin 2021

en k€	Créances à échoir	Créances en souffrance, depuis				Créances dépréciées	Total
		- de 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	+ de 12 mois		
France	26 093	964	43	14	—	62	27 177
Europe (hors France)	21 178	1 708	2	—	—	1 556	24 443
Amérique latine	29 204	5 355	386	—	—	413	35 358
Amérique du Nord	9 879	704	—	—	—	2	10 585
Asie	16 137	772	98	—	—	253	17 260
Pacifique	22 681	257	7	—	—	5	22 950
Afrique & Moyen-Orient	3 142	342	—	—	—	3	3 487
Créances clients	128 315	10 101	536	14	—	2 294	141 260

Au 31 décembre 2020

en k€	Créances à échoir	Créances en souffrance, depuis				Créances dépréciées	Total
		- de 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	+ de 12 mois		
France	19 638	551	26	22	—	694	20 931
Europe (hors France)	15 884	2 719	392	—	—	1 557	20 552
Amérique latine	22 466	2 997	84	—	—	338	25 885
Amérique du Nord	5 946	186	—	—	—	1	6 134
Asie	11 326	902	189	—	—	295	12 713
Pacifique	14 911	133	2	—	—	3	15 049
Afrique & Moyen-Orient	3 003	314	—	—	—	2	3 319
Créances clients	93 174	7 802	694	22	—	2 891	104 583

A31. Information sur les parties liées

Les transactions du Groupe avec des parties liées concernent essentiellement :

La rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres du conseil d'administration

Durant le premier semestre 2021, 50% des actions du plan d'actions de performance 2018, initialement valorisé à 1 788 000 € (soit 15 000 actions de 119,20 €) ont été acquises par les bénéficiaires pour une valorisation mise à jour de 837 380 € (soit 7 025 actions de 119,20 €).

Le plan d'actions de performance 2020 a été annulé et la provision constatée dans les comptes 2020 a été reprise pour un montant de 194 k€, contribution sociale incluse.

Le plan d'actions de performance de 2021, attribué le 16 mars 2021, est valorisé à 1 453 538 €, correspondant à 6 225 actions de 233,50 €. Ce montant a fait l'objet d'un étalement sur une durée de *vesting* de 34 mois. L'impact constaté dans le compte de résultat au 30 juin 2021 s'élève à 202 k€, contribution sociale incluse.

Sur les six premiers mois de 2021, il n'existe pas d'autre opération significative conclue avec un membre des organes de direction ou un actionnaire ayant une influence notable sur le Groupe.

Les opérations avec les sociétés sur lesquelles Virbac exerce une influence notable ou les coentreprises sur lesquelles Virbac exerce un contrôle conjoint

Les transactions entre parties liées s'effectuent sur une base de prix de marché. Il n'y a pas eu, au cours du premier semestre 2021 de modification significative de la nature des transactions effectuées par le Groupe avec ses parties liées par rapport au 31 décembre 2020.

A32. Périmètre de consolidation

Raison sociale	Localité	Pays	2021.06		2020.12	
			Contrôle	Intégration	Contrôle	Intégration
France						
Virbac (société mère)	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Interlab	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac France	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Nutrition	Vauvert	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Bio Vêto Test	La Seyne sur Mer	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Alfamed	Carros	France	99,70%	Globale	99,70%	Globale
Europe (hors France)						
Virbac Belgium SA	Wavre	Belgique	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Nederland BV ¹	Barneveld	Pays-Bas	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac (Switzerland) AG	Glattbrugg	Suisse	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Ltd	Bury St. Edmunds	Royaume-Uni	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac SRL	Milan	Italie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Danmark A/S	Kolding	Danemark	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Pharma Handelsgesellschaft mbH	Bad Oldesloe	Allemagne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Tierarzneimittel GmbH	Bad Oldesloe	Allemagne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac SP zoo	Varsovie	Pologne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Hungary Kft	Budapest	Hongrie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Hellas SA	Agios Stefanos	Grèce	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Animedica SA	Agios Stefanos	Grèce	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac España SA	Barcelone	Espagne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Österreich GmbH	Vienne	Autriche	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac de Portugal Laboratorios Lda	Almerim	Portugal	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Hayvan Sağlığı Limited Şirketi	Istanbul	Turquie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Amérique du Nord						
Virbac Corporation ¹	Fort Worth	États-Unis	100,00%	Globale	100,00%	Globale
PP Manufacturing Corporation	Framingham	États-Unis	100,00%	Globale	100,00%	Globale

¹ Paliers pré-consolidés

Raison sociale	Localité	Pays	2021.06		2020.12	
			Contrôle	Intégration	Contrôle	Intégration
Amérique latine						
Virbac do Brasil Industria e Comercio Ltda	São Paulo	Brésil	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Mexico SA de CV	Guadalajara	Mexique	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Laboratorios Virbac Mexico SA de CV	Guadalajara	Mexique	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Colombia Ltda	Bogota	Colombie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Laboratorios Virbac Costa Rica SA	San José	Costa Rica	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Chile SpA	Santiago	Chili	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Patagonia Ltda	Santiago	Chili	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Holding Salud Animal SA	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Centro Veterinario y Agrícola Limitada	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Farquímica SpA	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Bioanimal Corp SpA	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Productos Quimicos Ehlinger	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Centrovvet Inc	Allegheny	États-Unis	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Centrovvet Argentina	Buenos Aires	Argentine	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Inversiones HSA Ltda	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Rentista de capitales Takumi Ltda	Santiago	Chili	51,00%	Globale	51,00%	Globale
Virbac Uruguay SA	Montevideo	Uruguay	99,17%	Globale	99,17%	Globale
Virbac Latam Spa	Santiago	Chili	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Asie						
Virbac Trading (Shanghai) Co. Ltd	Shanghai	China	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac H.K. Trading Limited	Hong Kong	Hong Kong	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Asia Pharma Ltd	Hong Kong	Hong Kong	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Korea Co. Ltd	Séoul	Corée du	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac (Thailand) Co. Ltd	Bangkok	Thaïlande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Taiwan Co. Ltd	Taïpei	Taiwan	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Philippines Inc.	Taguig City	Philippines	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Japan Co. Ltd	Osaka	Japon	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Asia Pacific Co. Ltd	Bangkok	Thaïlande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Vietnam Co. Ltd	Ho Chi Minh Ville	Vietnam	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Animal Health India Private Limited	Mumbai	Inde	100,00%	Globale	100,00%	Globale
AVF Animal Health Co Ltd Hong-Kong	Hong Kong	Hong Kong	50,00%	Équivalence	50,00%	Équivalence
AVF Chemical Industrial Co Ltd China	Jinan (Shandong)	Chine	50,00%	Équivalence	50,00%	Équivalence
Shandong Weisheng Biotech Co., Ltd	Jinan (Shandong)	Chine	50,00%	Équivalence	50,00%	Équivalence
Pacifique						
Virbac (Australia) Pty Ltd ¹	Milperra	Australie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac New Zealand Limited	Hamilton	Nouvelle-Zélande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Afrique & Moyen-Orient						
Virbac RSA (Proprietary) Ltd ¹	Centurion	Afrique du Sud	100,00%	Globale	100,00%	Globale

¹ Paliers pré-consolidés

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021

Aux actionnaires de la société Virbac

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

À Nice et Marseille, le 14 septembre 2021

Les commissaires aux comptes

Novances-David & Associés

Laurent Gilles

Deloitte & Associés

Hugues Desgranges

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation pendant les six premiers mois de l'exercice ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées pour les six mois restants de l'exercice.

Carros, le 10 septembre 2021

Sébastien Huron, directeur général, groupe Virbac